

I'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

2F

Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365
75064 PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME
ET DE LA PENSEE-MAOTSETOUNG

6^e ANNEE N° 214
JEUDI 24 JANVIER 1974

**Pour conduire le prolétariat et le peuple à la victoire
à travers les grands bouleversements en cours**

DÉVELOPPER ET APPROFONDIR LA LUTTE CONTRE LE RÉVISIONNISME MODERNE



**La domination
fasciste
des
révisionnistes
de Moscou
et la résistance
du peuple
soviétique**

(pp. 6 et 7)

**Les Houillères du Bassin
de Lorraine**

(p. 5)



**Le racisme,
une arme
réactionnaire
QU'IL FAUT
COMBATTRE**

(p. 12)

LES PROJETS DES MONOPOLES

A situation nouvelle, orientation nouvelle : c'est cette orientation que les monopoles sont en train de définir sur le plan économique. En une semaine, l'assemblée générale du C.N.P.F. ainsi que Messmer ont défini les grandes orientations de la politique des monopoles pour l'avenir. Ce sont ces orientations que nous allons examiner, car pour combattre l'ennemi il faut connaître ses projets.

Une situation irréversible

« Dans les années à venir, les conditions de développement de l'économie mondiale seront différentes de celles que nous avons connues au cours des trente dernières années », devait déclarer Messmer dans son interview au « Figaro » du 14 janvier. Il résume ainsi l'ampleur du problème auquel sont confrontés les monopoles. Nous sommes dans un monde où le rapport des forces entre l'impérialisme et les pays opprimés s'est profondément transformé. Pendant des décennies les pays impérialistes ont accumulé d'énormes profits en pillant les ressources des pays opprimés. Nous sommes maintenant dans une situation différente et qui ne cesse d'évoluer.

Les pays opprimés redeviennent maîtres de leurs richesses. Les pays impérialistes ne peuvent plus faire la loi. La lutte des pays producteurs de pétrole est à cet égard particulièrement révélatrice. Auparavant l'impérialisme pillait leurs ressources pétrolières et se procurait du pétrole pour « trois fois rien ». Ainsi les monopoles pouvaient réaliser de fabuleux profits.

Aujourd'hui, les pays producteurs de pétrole contrôlent de mieux en mieux « l'or noir » et ce sont eux maintenant qui en déterminent le prix. Ils veulent, et c'est justice, que leurs richesses soient payées à leur juste prix.

Ce qui est vrai pour le pétrole l'est de plus en plus pour toutes les autres matières premières. Il s'agit là d'un courant irréversible. Le système impérialiste se trouve ainsi miné dans ses bases. C'est pourquoi nous assistons à une crise inégalée du système mondial de l'impérialisme qui touche tous les pays impérialistes.

C'est cette situation que Messmer définissait non sans nostalgie au journal « Les Echos » devant un parterre de capitalistes : « Une évolution profonde, durable, probablement irréversible, est engagée... cette remise en cause des rapports économiques anciens n'affecte pas seulement les produits pétroliers... Quels que soient nos objections et nos regrets, quels que soient les aménagements que nous pourrions négocier, nous ne reviendrons pas en arrière... L'équilibre du monde change. Il ne sera plus jamais ce qu'il était. »

Dans cette situation de crise mondiale de l'impérialisme, il est bien évident que l'impérialisme français ne saurait être épargné. La crise du capitalisme en France s'inscrit dans le cadre de la crise mondiale de l'impérialisme.

A ce sujet, Messmer devait déclarer : « Les répercussions de cette nouvelle situation sur notre développement économique, sur notre mode de vie, peut-être sur notre civilisation risquent d'être d'autant plus sérieuses que l'évolution n'est pas progressive... mais que nous sommes en face d'un brutal changement. »

Adapter les structures du capitalisme... et licencier

Dans ces conditions nouvelles les monopoles doivent adopter une orientation nouvelle. « Cette situation nous impose de repenser nombre de problèmes auxquels nous donnions des réponses de routine : la structure et l'orientation de notre économie... » (Messmer « Figaro », 14 janvier).

C'est à cela en particulier que s'est attaché le C.N.P.F., c'est là l'objectif

numéro un des monopoles. Ceyrac devait déclarer lors de l'assemblée du CNPF qu'il s'agit de réaliser « des transferts d'activité des secteurs en déclin vers les secteurs à haute technicité susceptibles de devenir les éléments moteurs de la croissance ».

Ce qui en clair veut dire qu'il faut développer les secteurs consommant peu d'énergie et accélérer la liquidation des petites entreprises (...).

A ce propos, Roux, devant l'assemblée du C.N.P.F. déclarait : « ... la modification dans la compétitivité relative des produits selon la quantité d'énergie nécessaire à leur fabrication va entraîner de délicats problèmes d'ajustements structurels au sein des économies nationales. »

La conséquence et la condition de cette restructuration va être en particulier le développement du chômage. Le C.N.P.F. devait déclarer lors de son assemblée : « La mobilisation est la condition absolue à la reconversion économique qui nous est imposée. » Messmer de son côté affirme : « ... la fluidité de l'emploi est indispensable. »

Pour tenter de faire passer la pilule, le C.N.P.F. présente la « formation continue » comme le remède miracle. Ce qu'on ne dit pas, et pour cause, c'est que jusqu'à maintenant seuls 418 chômeurs pour toute la France ont eu droit à la formation continue.

Les monopoles sont aujourd'hui devant la nécessité de multiplier les licenciements pour protéger leurs profits mais ils sont aussi hantés par l'exemple de Lip. Le C.N.P.F. s'est fixé pour orientation de faire accepter les licenciements par la collaboration de classes et la démagogie. A ce sujet, Chatard déclarait devant l'assemblée du C.N.P.F. : « Rien de véritablement efficace et utile ne pourra être obtenu sans un dialogue avec l'ensemble des salariés. » Il s'agit d'arriver à ce que les travailleurs acceptent leur licenciement.

Messmer ne parle pas autrement lorsqu'il déclare : « Cela suppose d'abord que nous soyons tous résolus, pas seulement dans les paroles mais dans nos actes, à faire preuve d'un véritable esprit critique. Chacun de nous, je dis bien chacun de nous, doit accepter les efforts et les disciplines nécessaires au bien commun... » Ce sont deux façons de dire la même chose.

Exporter... et faire payer les travailleurs

« L'exportation redevient l'exigence primordiale de notre croissance et de notre équilibre », déclare Messmer et devant le comité central de l'U.D.R. il précise : « Le premier devoir national désormais est d'exporter, d'exporter toujours plus... »

Quant à Ceyrac, il déclare : « Il est absolument vital de maintenir nos positions acquises sur les marchés extérieurs, de conquérir de nouveaux marchés... »

1974 sera marqué par un grave déficit de la balance commerciale de la France (c'est-à-dire que le montant des importations sera très supérieur à celui des exportations). Il s'agit donc pour les monopoles de développer les exportations afin de limiter le déficit. Seulement la situation se présente mal. Les exportations des monopoles français en direction des pays européens vont diminuer en raison de la diminution de la croissance dans ces pays. Les marchés sur lesquels exportent les monopoles se resserrent. Il faut donc trouver de nouveaux débouchés. Mais le problème est le même pour tous les pays impérialistes d'où une concurrence aiguisée.

Les monopoles vont chercher à résoudre le problème sur le dos des travailleurs en cassant le pouvoir d'achat des masses laborieuses. Et cela de plusieurs façons.

Pour faire face à la concurrence et préserver leurs profits, les monopoles ne peuvent tolérer les augmentations de salaires. Plus les salaires seront bas, plus les produits exportés seront compétitifs. C'est là une première raison de casser le pouvoir d'achat et une première façon de le faire.

Mais les monopoles vont chercher également à casser le pouvoir d'achat des travailleurs afin de réduire la consommation. Une partie de la production qui jusqu'à maintenant était destinée au marché intérieur va être destinée à l'exportation. C'est ce que laisse entendre Ceyrac lorsqu'il parle de « prélèvement sur notre production nationale pour exporter plus ». Et Messmer lorsqu'il dit : « Il nous faut produire pour vendre à l'extérieur. »

Pour cela, les monopoles encouragent un certain nombre de hausses

des prix afin de réduire la consommation des travailleurs. C'est là un fait révélateur de la logique capitaliste : La production ne se fait pas pour répondre aux besoins du peuple mais pour accumuler des profits.

A cet égard, la décision prise par le gouvernement de laisser « flotter » le franc est significative. Elle a en effet pour conséquence de favoriser les exportations en les rendant moins chères et d'autre part de favoriser la hausse des prix en France et donc de limiter la consommation.

Il nous faut encore dire un mot des propositions de Marchais et Mitterrand qui prétendent résoudre la crise du capitalisme en relançant la consommation intérieure. Ce sont là des propos parfaitement démagogiques. Alors qu'à aucun moment ils ne remettent en cause la logique du capitalisme, les voilà qui font des propositions parfaitement incompatibles avec cette même logique. Qu'ils expliquent donc comment ils réduiront le déficit de la balance commerciale en relançant la consommation intérieure !

Comme on l'a vu, les monopoles vont chercher à résoudre la crise sur le dos des travailleurs, par les licenciements, les bas salaires, la vie chère.

La classe ouvrière, les masses laborieuses ne doivent compter que sur elles-mêmes, sur leurs luttes pour faire échec aux monopoles. Plus que jamais, dans les mois qui viennent, les travailleurs auront à combattre pied à pied.

Cette lutte sera dure, mais il n'y a pas d'autre moyen pour défendre ses droits.

Il en sera toujours ainsi tant que durera le capitalisme. C'est à lui, à l'exploitation de l'homme par l'homme, qu'il faut s'en prendre. C'est lui la source du chômage, de la vie chère. C'est lui qu'il faut se préparer à détruire par la révolution prolétarienne. Là est la seule issue.

André COLERE.

[...] La restructuration signifie d'une part la liquidation de certains secteurs (le textile par exemple est particulièrement visé), la concentration, la restructuration à l'intérieur des groupes monopolistes eux-mêmes.

Non à tout licenciement

Vendredi dernier, un ouvrier de la chaudronnerie a été mis à pied arbitrairement sous le motif d'absence de son poste de travail de 9 heures à 10 h 12.

LES FAITS

De 9 heures à 9 h 25, ce camarade a été convoqué par la commission exécutive de la C.G.T. Ensuite, il a rejoint son atelier où il a été vu par les chefs d'atelier et de production jusqu'à 9 h 55 environ.

L'accusation de la direction ne peut donc porter en fait que sur vingt minutes (de 9 h 55 à 10 h 12) ; naturellement elle peut aussi chercher d'autres prétextes (insuffisance de rendement, heures en report, etc.). Mais il s'agit en fait d'une sanction arbitraire et tout à fait intolérable.

Devra-t-on maintenant être enchaîné sur sa machine, avec des tas de mouchards et d'espions pour surveiller tout déplacement et faire accélérer la production ?

QUE CHERCHE LA DIRECTION ?

Pourquoi la direction se saisit-elle MAINTENANT d'un prétexte aussi mince pour mettre à pied (et licencier ensuite ?) un ouvrier combattif connu pour être un militant marxiste-léniniste ?

La réalité est que le capitalisme est dans une grave crise et le trust

C.G.E. Alsthom doit, comme les autres, y faire face.

La vérité est que le patron a des projets dont il se garde bien de parler : restauration du trust C.G.E. qu'il espère faire sur les dos des ouvriers, avec son cortège de licenciements, de fermetures, de déplacements, de compression d'effectifs et d'augmentations de cadences, de blocage des salaires... Tout ceci afin de maintenir ses profits.

On connaît déjà les 400 licenciements à venir chez Rateau la Courneuve, filiale de l'Alsthom.

Quant à la Savoienne, une restructuration serait déjà prévue pour la fin mars 1974 (mais qui en parle ?).

Pour faire aboutir ses plans, le patron a besoin de se débarrasser au plus vite des ouvriers les plus combattifs, c'est-à-dire ceux qui le gênent vraiment ; car la restructuration et les licenciements ne sont pas une finalité (les ouvriers de Lip l'ont bien montré). N'oublions pas les grèves qu'il y a actuellement dans d'autres usines du trust C.G.E. (grève aux Câbles de Lyon de Genevilliers, E.V.R. Aubervilliers, Alsthom Levallois...).

De même, une certaine effervescence se manifeste dans certains secteurs de notre usine (exemple : lutte

contre le rendement à la chaudronnerie, contre les mauvaises conditions de travail à la peinture, revendications sur le mot d'ordre à travail égal, salaire égal, remise à leur place de petits chefs chargés d'accélérer le rendement...).

C'est dans ce cadre qu'il faut voir la mise à pied du camarade. C'est pourquoi NOUS SOMMES TOUS CONCERNÉS.

La direction ne s'attendait certainement pas à la riposte IMMEDIATE des ouvriers de la chaudronnerie qui se sont rassemblés massivement devant le bureau du chef de fabrication pour protester contre la sanction et exiger que la mise à pied n'ait aucune suite. Devant la détermination des ouvriers, le chef d'atelier s'est engagé devant tous à faire une demande en ce sens à la direction.

Aujourd'hui, dès la rentrée dans l'usine, soyons vigilants, discutons entre nous, et tenons-nous prêts à donner la riposte si les promesses ne sont pas tenues.

Organisons l'unité la plus large contre toute menace de licenciement.

Tract diffusé par le Comité de Défense de « l'Humanité rouge » J.-P. Timbaud.

ÉDITORIAL

Depuis la fin de la 2^e guerre mondiale, on n'avait jamais tant entendu parler de l'Europe. A droite comme à « gauche » dans le milieu des politiciens bourgeois, de l'autre côté de l'Atlantique comme au-delà de l'Europe de l'Ouest, l'Europe est bien aujourd'hui le centre de gravité des préoccupations de beaucoup de gens.

Est-ce un hasard ? Non c'est le reflet d'une situation objective dans le monde d'aujourd'hui, à l'époque de l'impérialisme.

Ainsi le C.C. du parti révisionniste français a-t-il accordé une large place au rapport de J. Kanapa préparant la Conférence des Partis révisionnistes d'Europe de l'Ouest. Celui-ci a déclaré, se citant lui-même :

« La lutte, la lutte unie pour une Europe de travailleurs, une Europe démocratique, pacifique et indépendante, est désormais et sera (souligné par nous, NDLR) — sans que cela porte préjudice à l'accomplissement de nos autres tâches — au centre de l'activité internationale de notre parti. » (Mai 1973.)

N'est-il pas extrêmement important de comprendre ce « désormais » et ce « sera » ? Pourquoi le centre de l'activité internationale du P. « C. » F. se porte-t-il en Europe **maintenant** ? Les phrases creuses sur l'Europe « démocratique », etc., que l'on retrouve aussi bien dans les propos de n'importe quel autre parti bourgeois ne constituent pas une réponse. La réponse il faut aller la chercher dans les faits.

Quels sont ces faits ? Nous l'avons dit, à plusieurs reprises, c'est la rivalité aiguë qui oppose impérialistes américains et soviétiques pour contrôler toute l'Europe et c'est surtout, car ce sont là des éléments nouveaux, la prédominance militaire des social-impérialistes soviétiques en Europe où ils ont massé les trois quarts de leur potentiel de guerre. Si la nature impérialiste de l'impérialisme U.S. a été largement démasquée par ses innombrables crimes, la nature social-impérialiste des révisionnistes soviétiques est encore trop sous-estimée.

Il y a généralement deux raisons à cela. C'est d'abord le fait que le social-impérialisme soviétique

n'a apparemment pas autant de sang sur les mains que l'impérialisme américain. L'autre raison c'est que la longue domination du révisionnisme moderne dans les rangs ouvriers, chez nous, a fait oublier le lien de plus en plus indissoluble qui existe entre la situation internationale et la situation nationale à l'époque de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne.

Le rôle que jouent ainsi les dirigeants du P.C.F. et des autres partis révisionnistes européens dans cette situation est éminemment réactionnaire. Apparemment ils sont pacifistes et pour la « détente », en réalité ils travaillent intensément à la démobilisation des peuples européens devant le danger croissant de guerre en Europe. Le fond de leur politique c'est de tout faire pour placer l'Europe de l'Ouest dans la sphère d'influence soviétique. Lorsqu'ils parlent de « luttes à l'échelle européenne », ce n'est pas de luttes révolutionnaires mais de manœuvres pour mobiliser les masses populaires sur leurs objectifs.

Leur calcul est mauvais et leur avenir est sombre. En liant leur sort à la clique fasciste de Brejnev et Cie les dirigeants des partis révisionnistes d'Europe rapprochent le jour où ils seront brutalement chassés des rangs ouvriers comme traîtres au prolétariat, et agents de l'impérialisme.

D'ailleurs le développement de la méfiance des peuples européens vis-à-vis des révisionnistes modernes a depuis un certain temps commencé à les inquiéter et à susciter d'innombrables divisions dans leurs rangs. Pour cette raison la Conférence des partis révisionnistes d'Europe de l'Ouest ne sera pas un concert harmonieux sous la baguette soviétique malgré les communiqués triomphants que « l'Humanité blanche » ne manquera pas de publier.

Si les révisionnistes modernes ont de plus en plus de difficultés, il appartient aux marxistes-léninistes de redoubler d'effort pour démasquer leur vraie nature. Sans un tel effort il est impossible de mener à bien la révolution prolétarienne à travers les grandes tempêtes qui sont très proches.

La situation dans les crèches

Le service de l'Education nationale a créé un diplôme, le certificat d'aptitude professionnelle (C.A.P.) d'aide maternelle. Ce diplôme n'est pas reconnu par le ministère de la Santé publique et est en voie de disparition.

Beaucoup de jeunes filles possèdent ce diplôme et ne trouvent pas de travail. En effet, après avoir passé le C.A.P. pour entrer dans une crèche de l'Etat, il leur faut passer un concours, ce qui en élimine un grand nombre.

Et les autres ? Ne leur avait-on pas assuré du travail dans les crèches ou les maternités ? Pourquoi lorsqu'elles se présentent pour un emploi, on leur apprend que leur diplôme n'est pas valable pour s'occuper des enfants, mais qu'elles peuvent travailler à la lingerie ou au ménage ?

Bien sûr, il leur est possible, à condition d'être reçues à l'examen d'entrée, de suivre une année de cours dans une école payante pour obtenir un diplôme équivalent et reconnu.

Mais tous les parents n'ont pas les moyens de payer des cours pendant un an encore. Ne croyez-vous pas qu'il serait temps de cesser ce commerce, car il n'y a pas d'autre nom ? Pourquoi croyez-vous qu'on exige tant d'heures de stage dans les crèches et les maternités ? Tout simplement pour trouver en ces stagiaires du personnel à bon compte pour l'Etat ; mais quand elles ont leur C.A.P., on les trouve incapables de s'occuper des enfants.

Pourquoi continue-t-on, cette année encore, à préparer des élèves pour cet examen, alors qu'on sait très bien qu'il n'est pas reconnu ? Pourquoi ne pas les former et les présenter directement au C.A.P. d'aide-puéricultrice qui, lui, est reconnu ?

Nous n'avons pas le droit de nous taire !

Nous pensons qu'il est de notre devoir d'informer l'opinion publique et surtout ces jeunes élèves de ce scandale mettant en jeu leur avenir et remplissant une fois de plus les poches de l'Etat.

Nous ne connaissons pas le nombre de personnes touchées par ce problème, toujours est-il que dans notre entourage nous en connaissons beaucoup et que tout le département de la Seine-Saint-Denis est concerné.

Nous espérons que notre lettre sera prise en considération, qu'elle n'ira pas au panier, et nous vous remercions d'avance de votre compréhension.

Un groupe de jeunes filles de (Seine-Saint-Denis).

LIP :

A PROPOS DU NOUVEAU PLAN

LE NOUVEAU PLAN POUR LIP

Voici les grandes lignes du plan qui a été adopté par le gouvernement :

● Le Plan Neuschwander a été retenu.

Il consiste dans la constitution d'une société « Holding » regroupant deux filiales :

— Une filiale horlogère ;

— Une filiale d'équipement militaire et de mécanique (dans cette dernière le Holding « Lip » sera majoritaire à 51 %, Arbel ayant 49 %).

— La constitution de ce Holding se fera dans les huit jours.

Au niveau de l'emploi il n'y aurait pas de licenciement.

● Les activités reprendraient début mars avec 350 travailleurs.

● Une tranche de 200 reprendraient en juin.

● Le reste serait repris d'ici le 31 décembre 1974.

● Ceux qui ne seraient pas repris en mars suivraient des cours de formation, jusqu'au moment de leur reprise, dans la perspective de développement de Lip.

● La pré-retraite à soixante ans est maintenant pour ceux qui le désirent, elle n'est pas obligatoire comme dans le « Plan Giraud ».

● Les Lip ont toujours déclaré qu'il fallait éviter le démantèlement et les licenciements.

Si le plan est appliqué, ces deux revendications seront satisfaites.

● Dans dix jours, des négociations doivent s'ouvrir à Besançon avec les organisations syndicales de Lip. Il s'agira, notamment, de discuter le statut social, qui était notre troisième revendication (maintenir les avantages acquis).

LE PLAN PREVOIT TOUTEFOIS DEUX CONCESSIONS DE NOTRE PART :

1) Les équipements militaires doivent repartir dans les plus brefs délais hors de l'usine de Palente, rue Violet, pour une période d'environ un mois.

2) L'étalement de la reprise, car on nous dit qu'après un arrêt de neuf mois l'entreprise ne peut redémarrer à plein du jour au lendemain.

CE QUE NOUS PENSONS DE CE PLAN :

Nous constatons qu'après une longue lutte, la logique économique a prévalu sur la passion politique.

Il y a longtemps que nous avons démontré que seul le redémarrage de l'entreprise avec tous ses secteurs apporterait une solution viable et pourrait garantir l'emploi de tous.

Le nouveau plan va dans ce sens.

Mais le pouvoir ne pouvait accepter de nous donner totalement raison devant l'opinion publique. C'est pourquoi le pouvoir veut nous imposer, contre toute logique industrielle et à partir d'un argument juridique, le redémarrage du secteur Armement hors de Palente, rue Violet, pour environ un mois.

Il impose aussi l'échelonnement de la reprise sur toute l'année 1974 pour éviter le cauchemar que serait pour lui le défilé de tous les travailleurs de Lip dans l'entreprise devant les caméras et les journalistes rassemblés sur le parking.

QUI L'EMPORTERA ?

Il est facile de torpiller ce plan. Bloquer les négociations sur le statut

social. Ne rien faire pour trouver les fonds nécessaires. Ne pas respecter les engagements d'Arbel de réintégrer à Palente la constitution de nouvelle société. **Ce souci a été exprimé par les travailleurs à l'Assemblée générale de ce matin.** Il a été décidé de prendre contact avec l'inspection du travail pour que le statut concernant les travailleurs temporaires de l'armement soit précisé. Chaque jour, une délégation prendra contact avec les travailleurs pour que l'unité soit maintenue et pour qu'ils se sentent toujours des nôtres, une lettre est envoyée aux élus du Doubs pour qu'à nouveau ils demandent des informations aux leaders des partis de gauche afin de les tenir au courant de la situation.

NOUS DEVONS COMPTER SUR NOUS ET SUR LE SOUTIEN DES TRAVAILLEURS

Devant toutes ces ambiguïtés, nous nous rendons bien compte que rien n'est encore joué, nous devons rester plus que jamais mobilisés, inventer de nouvelles formes d'action sans tomber dans les pièges qui pourraient nous être tendus. Nous sommes conscients aussi que nous avons besoin du soutien des autres travailleurs et de l'opinion publique, d'où la nécessité d'une information toujours plus étendue. Communiqués dans la presse qui est de nouveau parmi nous depuis l'annonce du plan. Informations quotidiennes aux entreprises de Besançon par tracts et par son. Campagne nationale d'affiches dont le modèle parviendra de Lip et que tous ceux qui nous soutiennent pourront reproduire et diffuser.

Extraits de « Lip-Unité » des 15 et 16 janvier

Commandez

QUE SIGNIFIE
CLASSE CONTRE
CLASSE ?

Prix : 0,50 F (port en sus)

LE COMBAT DE CLASSE LÉZARDE L'ÉDIFICE BOURGEOIS

« Programme de Provins », « Programme commun de gouvernement », ça vous dit quelque chose n'est-ce pas ?

Mais c'était il y a un an pendant le cirque électoral, tous les bourgeois vantaient leur « marchandise » mystificatrice pour duper la classe ouvrière, les masses populaires.

Aujourd'hui pour le premier programme, celui de la « majorité » c'est l'étouffement, c'est sa disparition pure et simple sous un flot de discours journaliers... Provins c'est loin. Pour le second, celui de l'opposition bourgeoise de gauche, né un peu prématurément en juin 1972, c'est la révision la décomposition de l'alliance socialistes-révissionnistes comme nous l'avons dit dans notre numéro précédent.

Mais si aujourd'hui tous ces bourgeois sont sur la défensive c'est que quelque chose a changé, n'est-ce pas ?

Les idées prolétariennes propagées par l'avant-garde de la classe ouvrière il est vrai, font leur chemin. Chaque jour de nombreux travailleurs, dans la pratique de la lutte, classe contre classe, font l'expérience de la nocivité du révisionnisme moderne, obstacle principal à la révolution prolétarienne.

« Unité à la base et dans l'action », ce juste mot d'ordre est de plus en plus la pratique de la classe ouvrière dans son combat quotidien contre le capital. Les décisions prises en assemblée générale sur les formes de lutte, la poursuite où le compromis sont la décision des travailleurs en lutte. Les comités d'actions dans les entreprises ont aussi un rôle d'émancipation important des masses ouvrières.

Les travailleurs en renouant avec les traditions de lutte de classe du mouvement ouvrier français ont porté de rudes coups à l'Etat bourgeois subordonné aux monopoles.

La plus grande lutte menée en 1973 et qui se poursuit actuellement fait apparaître les premières lézardes de l'édifice bourgeois. Depuis dix mois, les travailleurs de Lip avec le soutien de l'avant-garde de la classe ouvrière, la classe ouvrière, des travailleurs des masses populaires ont fait craqueler l'édifice bourgeois. Des divergences sont apparues entre le premier légionnaire Messmer et le ministre du Développement industriel et scientifique, Charbonnel.

Lip ce n'est pas fini quoiqu'en dise Messmer. Mais que disait-il à Provins le 7 janvier 1973, tout à fait l'inverse de ces propos vociférateurs de ce début d'année. Il déclarait : « Il faut aller plus loin dans l'amélioration des conditions de travail et d'abord continuer à rendre sa noblesse au travail manuel » (Souligné par nous, comité de rédaction de l'H. R.). Cela c'était le baratin électoral, car le 5 janvier 1974 à Sarrebourg il déclarait, hurlant à propos de l'affaire Lip : « Je n'ai nommé personne. Lip c'est fini ! Il y a un homme nommé par le ministre compétent, un homme chargé de cette affaire, mais ce qui est décidé, est décidé ! Je ne reviendrai pas dessus ! »

Ne s'agissait-il pas de M. Neuschwander, désigné par le ministre Charbonnel ? Celui-ci apporta un plan et le ministre Charbonnel déclara le 14 janvier : « Un pas important a été franchi dans la recherche d'une solution réaliste à l'affaire Lip ! ».

Ce qui amenait Messmer a reculé et a déclaré le 15 janvier : « Quelle que soit la solution qui sera retenue, Lip ce ne sera jamais la même chose ni sur le plan juridique, ni sur le terrain... » Cela est parfaitement vrai et les travailleurs de Lip s'y sont employés. Les choses ne stagnent pas éternellement, elles ne peuvent que se développer inéluctablement. Ainsi en persévérant dans leur combat de classe les travailleurs de Lip obtiennent un premier succès sur le fond de leurs revendications : « Pas de licenciement, pas de démantèlement ».

Le nouveau plan en fait état contrairement au plan Giraud sur lequel le révisionniste Georges Marchais a pleurniché. Le vendredi 18 janvier à Europe 1 le chef de file du révisionnisme moderne en France a déclaré : « Ces propositions sont en dessous de celles qui avaient été présentées à l'époque par M. Giraud ». Il est vrai que le plan Giraud soutenu par les révisionnistes connut une fin sans lendemain.

Les travailleurs de Lip enregistrent ce premier succès mais restent très vigilant face aux manœuvres de l'Etat subordonné aux monopoles. Ils sont avant tout décidés à compter sur leurs propres forces et sur le soutien des travailleurs comme ils l'ont déclaré dans Lip-Unité, le 16 janvier.

Soutenons plus que jamais les Lip dans leur combat de classe.
Luc DACIER.

Abattoirs Doux 7^e semaine de grève

Doux n'a pas donné signe de vie avant la cinquième semaine, et encore par des lettres ouvertes aux journaux locaux, prouvant par là le mépris qu'il a pour ses ouvriers. Exemple la déclaration du père Doux à un journaliste en 1963 :

« La main-d'œuvre féminine ? Elle n'existe plus dans la région, Monsieur. Il y a 300 000 poules à Paris et 50 000 Bretonnes parmi elles.

Quant aux hommes, c'est la lie, des ivrognes pleins de vin rouge, des tordus avec des filles bossues, aveugles ? Non Monsieur, il n'y a pas de main-d'œuvre dans la région. Ceux que nous envoie l'office de la main-d'œuvre à Quimper ne valent pas mieux... »

A l'époque salaires : 42 000 F pour les femmes - 46 000 F pour les hommes.

Les derniers bénéfices de la S.A.R.L. sont de 197 millions pour un chiffre d'affaires de 11 milliards...

Il propose une « discussion » mais pas une « négociation » en terrain neutre, avec un médiateur, en l'occurrence le député-maire de Guingamp (C.D.P.).

Les négociations débutent le 3 janvier. Un accord se fait sur les demandes concernant les conditions de travail :

- Sièges ;
- Eau chaude dans les douches ;
- Fiches de paie légales ;
- Prime de transport proportionnelle au nombre de kilomètres ;
- Projet d'un règlement intérieur pour le mois de mars.

Tout ce qui ne lui coûte pas beaucoup, et qui lui permet de ne plus être en infraction avec la législation du travail.

Mais sur les salaires, le patron refuse l'augmentation demandée par les grévistes et fait une proposition : 19 centimes au lieu des 80 centimes revendiqués par les grévistes.

Par deux fois les grévistes tentent d'empêcher le patron de sortir ; mais sur intervention du délégué permanent C.F.D.T., les ouvriers le laissent quitter la mairie.

Le dimanche 6 janvier, les positions n'ont pas évolué. Doux ne veut plus discuter, ne veut pas revenir sur ses propositions, et se lève pour quitter la salle de la mairie, rompant ainsi les négociations.

Les travailleurs ripostent par la séquestration ; et sont décidés à tenir toute la nuit.

Mais, sur intervention du député-maire Ollivro, qui leur « demande gentiment de se retirer de la mairie, lieu public, en soulignant qu'ils avaient donné leur parole de ne pas séquestrer » :

Les grévistes sortent pour bloquer toutes les issues de la mairie.

Doux ne voulant pas avoir un contact trop direct avec les

ouvriers qu'il méprise, et qui lui tiennent tête depuis cinq semaines, refuse de sortir, et attend qu'un peloton de gendarmes mobiles intervienne pour dégager par la force les abords de la mairie, et quitte les lieux dans une voiture de police.

Devant les ouvriers qui mènent leur première lutte, la collusion police patronat et député-maire est faite.

La riposte à cette répression ne se fait attendre, le lundi, les grévistes de Pédernec se rendent à Plou-ray et réussissent à mettre en grève illimitée, sur les mêmes revendications, 80 % du personnel.

Par contre, le lendemain, à Port Launay, 90 C.R.S. les attendent de pied ferme à la porte de l'usine.

Le soutien s'étend à toute la Bretagne. Des comités de soutien sont en formation dans un très grand nombre de villes.

Les lycéens de Guingamp ont organisé une marche de 20 kilomètres sous la pluie pour aller manifester leur solidarité au piquet de grève, et sur ordre du ministère, la répression ne s'est pas faite attendre : demande de renvoi immédiate des internes et demi-pensionnaires.

Devant le refus du proviseur d'appliquer ces sanctions : demande de réinscription par les parents.

Par l'intermédiaire des comités de soutien, les grévistes ont pu recevoir 300 Fchacun, alors que par l'intermédiaire du comité intersyndical de Saint-Brieuc, ils n'ont rien reçu au bout de la sixième semaine de grève.

Les paysans des Côtes du Nord apportent leur soutien.

Vendredi, des aviculteurs du Finistère, en contrat avec Doux, débarquent à 80 à Pédernec pour contraindre les grévistes à reprendre le travail.

Devant la mobilisation (200 personnes réunies en deux heures - ouvriers et paysans) les aviculteurs se contentent de discussions serrées, et au bout de quelques temps, certains s'aperçoivent qu'ils sont eux aussi exploités par Doux, par l'intermédiaire des contrats et du travail à façon, qui leur donnent tous les risques sans préjudice pour Doux, la grève étant considérée comme cas de force majeure.

La situation s'est retournée. Certains s'apprêtent à manifester leur solidarité avec les grévistes et à faire pression sur Doux pour qu'il reprenne au plus vite les négociations.

Comme par hasard, Doux était au courant de ce débarquement...

C'EST UN PAS DE PLUS VERS LA SOLIDARITE OUVRIERS-PAYSANS.

RENFORÇONS LA SOLIDARITE JUSQU'À LA VICTOIRE.

Correspondant H.R. Guingamp.

HELGOAT : LUTTE CONTRE LES CUMULARDS

Un exemple de lutte contre la légalité bourgeoise

Dans la région du Huelgoat (Nord-Finistère) des agriculteurs procèdent eux-mêmes à une vente des terres avec occupation immédiate.

LES CAUSES

Cette opération anticumul est dirigée contre un paysagiste-horticulteur de Brest qui veut acheter les 2,55 ha de terres à « Clérine », mis en vente par liquidation judiciaire, à un prix très élevé pour la région (8 000 F l'ha) afin d'empêcher un cultivateur du coin d'acheter ces parcelles au prix ordinairement pratiqué ici (2 500 F l'ha).

De plus, ce cumulard qui se considérait avant même la mise en vente des parcelles, comme propriétaire, y avait placé trente brebis.

LES FAITS

— Dans la nuit du 10 janvier, des militants du C.D.J.A. et des « Paysans-Travailleurs » de la région du Huelgoat, embarquent les 30 moutons du cumulard parqués à « Clérine » pour les transporter à Guipronvel (à 85 km de là).

— Mardi 15 janvier à 14 h 30, c'est une centaine d'agriculteurs qui se rendent en l'étude de M^e Le Du, notaire au Huelgoat où doit avoir lieu la vente des terrains de « Clérine ». Ceux-ci étant jusque-là propriété d'un ancien artisan du coin, en faillite depuis le mois d'octobre.

A peine la vente est-elle commencée, le notaire venant d'annoncer la mise à prix des terres à 8 000 F l'ha (prix

imposé par le cumulard) en appelant les enchères, que les paysans annoncent tout de suite la couleur : « Trop cher » - « 2 500 F à un paysan » - « La terre aux paysans ».

Ce sont 100 bouches en colère qui ouvrent les enchères, pendant que le notaire annonce qu'il dresserait un acte d'entrave à la « liberté » des enchères, et qu'il en saisirait sa justice bourgeoise.

Aussi après une assemblée générale sur le tas, les cultivateurs rédigent eux-mêmes un acte de vente, dont voici le texte :

« Réunis en l'étude de M^e Le Du, à Huelgoat, une centaine d'agriculteurs décident d'attribuer les terres de « Clérine » en Brennilis, pour une surface de 2,55 ha à M. Yves Péron,

domicilié à Ruguelou, en La Feuillée, pour la somme de 2 500 F l'ha.

» M. Péron s'engage à verser l'acquit au syndic dès que celui-ci le réclamera.

» M. Péron peut exploiter à partir de ce jour. »

Puis tous les cultivateurs présents signèrent le texte.

Et pour montrer leur détermination à lutter jusqu'au bout contre les cumulards, ils embarquèrent plusieurs dizaines de moutons appartenant à leur camarade pour les transporter sur les herbages de la « Clérine ».

Vive la lutte des cultivateurs contre les cumulards !

« La terre aux paysans ».

Houillères du Bassin de Lorraine

COMMENT ON SABOTE L'UNITÉ PROLÉTARIENNE

Les cheminots des H.B.L. en grève ont décidé de reprendre le travail. Voici un rapide résumé de cette grève et le récit de la dernière assemblée générale :

— Le 9 janvier, 400 agents du réseau ferroviaire privé des H.B.L. se mettent en grève. Leurs revendications principales : révision des classifications, c'est-à-dire amélioration des niveaux hiérarchiques et des barèmes de salaires. La grève était pratiquement suivie à 100 %.

— Le 10 janvier, la direction met 9 500 mineurs de fond et 480 ouvriers des lavoirs en lock-out, la grève empêchant l'extraction et l'expédition du charbon.

— Le 14 janvier, le cartel intersyndical (composé de la C.F.D.T., C.G.T., C.F.T.C. et F.O.) met au point quatre revendications communes :

— Levée du lock-out ;
— paiement des jours non travaillés ;
— ouverture de négociations pour la révision des classifications des cheminots des H.B.L. ;

— Extension des discussions sur les classifications des employés du jour et du fond.

— Le 11 janvier, un meeting est organisé par l'intersyndicale devant l'immeuble de la Direction générale des H.B.L. Environ 400 travailleurs y participent.

— Le 16 janvier, la C.G.T., la C.F.T.C. et F.O. réalisent un accord « de nature à trouver un arrangement ». La C.F.D.T. refuse de signer ce nouveau cahier de revendications, qui est déjà un début de capitulation devant le patron.

— Le 17 janvier, on arrive à un compromis au sujet des cheminots, qui doit leur être soumis le lendemain. Mais la Direction refuse toujours de payer intégralement les mineurs lock-outés et elle rompt les négociations.

— Le 18 janvier, une assemblée générale des grévistes, présidée par l'intersyndicale, se tient à la salle des fêtes de Forbach. Environ 300 cheminots sont présents. Les quatre syndicats (C.F.D.T., C.G.T., C.F.T.C. et F.O.) s'étaient mis d'accord pour donner, chacun à leur tour, leur point de vue sur le résultat des négociations, et laisser aux travailleurs le libre choix de l'action. En réalité, on s'est

très vite aperçu que la C.G.T., la C.F.T.C. et F.O. n'appliquaient en rien cette juste action. Les représentants de ces trois syndicats (la C.F.T.C. et F.O. ne sont d'ailleurs absolument pas représentatifs) se sont livrés à une véritable manipulation des travailleurs.

Une des premières interventions, présentée par un délégué C.F.D.T. a été très applaudie. Celui-ci reprit, point par point, le bilan des négociations, en insistant sur le fait que dans l'ensemble, mis à part un ou deux points, les revendications des cheminots n'étaient pas satisfaites. Sur les points essentiels (en particulier la révision des classifications) la Direction n'avait fait que de vagues promesses, sans la moindre garantie. La large majorité des grévistes présents partageaient cet avis.

A ce moment-là, la détermination des travailleurs était telle qu'on était certain que la grève allait continuer dans l'unité. C'était compter sans la collaboration de classe ouverte, prêchée par les trois autres syndicats. On assista à un véritable matraquage de leur part.

Tout fut bon pour pousser les grévistes à reprendre le travail : les cheminots devaient se montrer « raisonnables », les grandes luttes ouvrières n'ont jamais été « totalement » victorieuses, il se faut se contenter de ce qu'on a (c'est-à-dire de ce que le patronat veut bien lâcher !) au risque de tout perdre (un délégué C.G.T. : « Vous ne voudriez tout de même pas des salaires d'ingénieurs ! »)

Si la Direction générale des H.B.L. avait été là, elle n'aurait pas pu faire mieux.

Ces déclarations, et d'autres du même genre, de ces soi-disants « représentants de la classe ouvrière » furent accueillies par des huées : les cheminots n'étaient pas prêts à se laisser manœuvrer.

Les trois syndicats ont alors usé de l'arme du patron : la division de la classe ouvrière. D'après ces messieurs, les cheminots devaient prendre conscience de la « gravité » de leur décision : « Chômage technique » (jamais le mot de « lock-out » n'a été employé par la C.G.T., la C.F.T.C. ou F.O.) pour 10 000 mineurs (sous-entendu par la faute des grévistes) ; continuer la grève, c'était acculer des familles de mineurs à la famine,

c'était dégrader et même détruire « l'outil de travail » (sans doute allusion au haut-fourneau de Pompey stoppé et aux avaries dans les puits de mines », surtout « en ce moment ».

Les quelques cheminots, qui dénoncèrent la direction des H.B.L. comme seule responsable de cette situation, se firent traiter de « gamins » par le délégué de F.O., et s'entendirent rappeler qu'ils n'étaient pas au « carnaval » !

Ainsi, en lock-outant 10 000 mineurs, Lagabrielle, directeur général des H.B.L., n'avait qu'à s'en remettre aux délégués C.G.T., C.F.T.C. et F.O. pour récolter les fruits de sa politique de division.

Les travailleurs écœurés par trois heures de parolottes inutiles, commençaient à quitter la salle. La dernière manœuvre crapuleuse des délégués C.G.T. fut d'essayer d'empêcher le vote (pour ou contre la reprise du travail) réclamé par les grévistes. Ce nouveau sabotage ayant échoué, les dignes représentants des trois syndicats quittèrent la salle, ajoutant encore à la confusion.

Seuls les délégués C.F.D.T., maintenant leur juste position de classe, organisèrent le vote, mais le travail de sape des délégués C.G.T., C.F.T.C. et F.O. fut payant : l'écœurement des travailleurs était tel que sur 300 cheminots environ présents au début de la réunion, 91 seulement participèrent au vote (la reprise du travail fut votée à une faible majorité).

Nous avons pu discuter par la suite avec un jeune mineur, syndicaliste C.F.D.T., qui nous a expliqué différents points :

1) La majorité des mineurs lock-outés étaient solidaires des cheminots en grève ;

2) Tout un travail syndical, en vue de la révision du « Statut du Mineur » datant de 1946 (avancement à l'ancienneté et refus du déclassement) était de fait saboté ;

3) La fameuse « dégradation de l'outil de travail » n'était en réalité qu'une pression de la direction des H.B.L. : celle-ci a fait continuer l'abatage du charbon, en sachant très bien qu'il ne pourrait pas être acheminé, détériorant ainsi volontairement les galeries.

Nous constatons qu'une fois de plus, la ligne de trahison des dirigeants

C.G.T. — après Pêchiney, Lip — s'est vérifiée aux H.B.L. Bien qu'ils aient de plus en plus de mal, en raison du durcissement des luttes, à tromper les travailleurs (ils ont dit qu'ils avaient l'habitude d'être hués !), ils réussissent encore, par les procédés les plus infâmes, à imposer leur ligne de collaboration de classe, démobilisant et écœurant les travailleurs les plus combattifs. Plus que jamais, arracher la classe ouvrière à l'influence de ces dirigeants félons, est à l'ordre du jour !

Mais en fin de compte, les paroles du mineur C.F.D.T. avec qui nous avons discuté, prouvent que lui et ses camarades de travail ne perdent pas courage malgré les trahisons, et que l'esprit de lutte n'est pas près de mourir chez les travailleurs des H.B.L.

Les communistes de *L'Humanité rouge* saluent la juste lutte des cheminots et assurent les travailleurs des H.B.L. de leur soutien dans les combats à venir.

Correspondant « H.R. »

Dernière minute : Sous la pression de la base, une grève générale a pu être imposée pour le lundi 21 janvier. Les mineurs réclament notamment le paiement des heures lock-outés.

ÉCHOS DE LA LOIRE ET DE LA HTE-LOIRE

— *A Creusot-Loire de la Péronnière à l'Horme* : les ouvriers horaires et mensuels des ateliers sont en réduction d'horaire depuis le mois d'octobre 1973 (42 heures) avec perte de salaire. Nombreux débrayages contre les « horaires en dents de scie », les ouvriers réclament la garantie de leur salaire en cas de baisse des heures.

— *A Roanne*, licenciement d'une déléguée C.G.T. au « Tricotage Roannais ».

La réduction de l'activité dans cette bonneterie roannaise a amené la direction d'envisager un licenciement collectif de six remailleuses. Mais afin de retarder cette échéance, les six remailleuses entrées au « Tricotage Roannais » ont été inscrites à un stage de formation de piqueuses. En attendant la jeune déléguée syndicale est mise à pied.

— *Chez Peugeot à St-Etienne* : on voudrait faire partir 400 ouvriers à Lille. La direction qui a d'abord fait appel aux volontaires a eu 30 candidats. Les ouvriers ne désirent pas ce déplacement dont ils ne connaissent pas la durée. C'est l'occasion pour la direction de « se débarrasser des jeunes enrégés » qui ont été les éléments décisifs lors de la grève de Peugeot.

DANS LA HAUTE-LOIRE :

— *Aux Tanneries du Puy* (Tanneries françaises réunies) licenciement sauvage décidé par la direction, au total 88 personnes licenciées (et retraite anticipée pour les anciens).

Dans un tract la C.F.D.T. dénonce :

— Les licenciements abusifs ;

— Les infractions à la législation du travail ;

— Entraves au fonctionnement du comité d'entreprise.

— *A Grazac*, 21 licenciements aux ateliers du Plastique du Velay. Une brutale récession s'est manifestée aux ateliers (conséquence de la hausse des hydrocarbures, dit le patron !). Horaire d'abord ramené à 40 heures par semaine, puis 21 lettres de licenciement après accord de l'inspection du travail.

Correspondant St-Etienne

Usine Morra : Contre les licenciements et le chômage

L'usine de préfabriqués Morra, qui se trouve à la Penne-Huveaune dans la banlieue de Marseille, emploie près de 120 travailleurs dont 50 % de travailleurs immigrés, essentiellement algériens. Cette usine construite en 1969 était implantée auparavant à Montpellier. Le syndicat C.G.T. est créé sous l'impulsion d'un ouvrier combattif, en 1970. Au travers d'une lutte continue sous diverses formes, en comptant sur leurs propres forces, dont trois semaines de grève en septembre 1973, les ouvriers obtiennent des avantages appréciables : cantine payée de moitié par le patron, le taux horaire supérieur au S.M.I.C., 30 % du salaire mensuel comme prime de congé. Pour les immigrés vingt jours sans solde en été ou un mois en hiver de congés supplémentaires afin de prolonger leurs congés dans leur pays, pour seize d'entre eux logement décent à l'intérieur de l'usine aux frais du patron ; fin 1972 ils obtinrent le treizième mois. Il faut souligner que dans cette usine, les ouvriers français et immigrés sont admirablement unis.

Le 17 décembre, les travailleurs demandent au patron que le treizième mois soit payé avant les fêtes,

celui-ci répond alors qu'il ne le payera qu'à la fin de l'année. Le 18, il convoque les délégués pour leur dire que les banques ne lui prêtent plus d'argent et que le treizième mois ne sera pas payé. Le 19, grève générale de l'ensemble des ouvriers. Le 20, les délégués vont voir le patron, qui accorde le treizième mois échelonné sur trois mensualités (250 F avant les fêtes, le reste après) ; les délégués demandent alors le paiement des deux jours de grève, ce que la direction refuse. Les ouvriers sentent que la situation n'est pas bonne, et, ne voulant pas perdre les deux jours fériés, décident de reprendre le travail. Le 21 au matin, en se rendant au travail, les travailleurs trouvent les portes de l'usine fermées. Le patron refuse la discussion avec les délégués et fait distribuer les acomptes de la semaine. Les feuilles de chômage sont refusées par les ouvriers ; certains perdent les acomptes des deux semaines précédentes, d'autres les congés de cette année et d'autres encore les congés de 1972-1973. Le patron affirme à l'inspecteur du travail qu'il déposera le bilan le 2 janvier. La visite au préfet confirmera la faillite de la

boîte qui déposera le bilan le 9 janvier. Tous les ouvriers sont inscrits au chômage depuis le 20. Depuis, tous les jours, les ouvriers continuent à venir à l'usine.

Comment croire dans cette affaire à la faillite d'une entreprise qui modernise et ajoute des unités de production peu de temps avant de fermer les portes ? Nous pensons être en présence de l'exemple typique où les patrons peuvent légalement essayer de régler leur compte à des ouvriers combattifs. Par cette faillite frauduleuse tous les avantages acquis seraient balayés. On ouvrira l'usine plus tard avec des salaires plus bas et des conditions d'exploitation plus dures.

Tous les travailleurs manuels et intellectuels de la vallée de l'Huveaune sont concernés par cette lutte contre les licenciements et le chômage qui se développent dans notre région.

Il faut se tenir prêt à apporter le soutien le plus large possible, sous la direction des travailleurs de Morra, à leur juste combat de classe.

Correspondant H.R.
Début janvier 1973.

LA DOMINATION FASCISTE DES ET LA RÉSISTANCE DU

Nous publions ci-dessous des extraits de dépêches des agences chinoise (Hsinhua) et albanaise (ATA) concernant la situation intérieure en U.R.S.S., et en particulier les luttes menées par le peuple soviétique. De telles informations en provenance d'U.R.S.S. sont rares : pour le comprendre, il suffit d'imaginer l'énorme appareil d'oppression et de domination fasciste mis au point par les révisionnistes soviétiques.

Nos camarades albanais et chinois sont les mieux informés : la propagande qu'ils développent pour exposer leurs justes thèses, notamment par la radio, a toujours rencontré un profond écho chez le peuple soviétique. En témoignent les innombrables lettres de Soviétiques qu'ont reçues les radios chinoises et albanaises au moment de la scission de Khrouchtchev, de l'agression de la Tchécoslovaquie ou en d'autres circonstances.

Brejnev et les nouveaux tsars installés au Kremlin vantent à tout propos l'« harmonie » et la « stabilité » de la société soviétique. Mais ils ne pourront cacher éternellement la vérité : les antagonismes de classe et les contradictions nationales se développent en Union soviétique. Comme tout impérialisme, le social-impérialisme est une sangsue qui applique une ventouse sur son propre prolétariat et son propre peuple, et une autre sur le prolétariat et le peuple des pays qu'il domine, qu'il pille à des degrés divers. Là où il y a oppression, il y a lutte, à l'intérieur comme à l'extérieur. A la prise de conscience croissante, chez les peuples du monde, de la nature et de l'agressivité du social-impérialisme, tait écho, en U.R.S.S. même, la résistance de plus en plus acharnée qu'oppose le peuple soviétique à la domination fasciste des révisionnistes soviétiques. Cette

double tendance se développera jusqu'à l'éroulement total du social-impérialisme.

Les informations que nous publions viennent à point, au moment où la bourgeoisie et les révisionnistes font grand bruit autour de l'« affaire Soljenitsyne ». Disons le nettement : ce tapage, en fait, masque l'oppression dont souffrent les peuples soviétiques sous le régime fasciste de Brejnev. Soljenitsyne peut tenir des conférences de presse, contacter des diplomates étrangers, organiser de son pays la diffusion de ses œuvres à l'étranger, recueillir des témoignages auprès de gens que Khrouchtchev a d'ailleurs réhabilités, etc. Mais qui parle des milliers de bolchéviques, de révolutionnaires soviétiques enfermés dans les camps et les asiles, qui parle de la répression des manifestations d'ouvriers ? Ni Soljenitsyne, ni ses défenseurs bourgeois et révisionnistes. En un mot : démocratie pour les réactionnaires de l'espèce Soljenitsyne, dictature sur les révolutionnaires et les masses soviétiques. Cette logique du système révisionniste, c'est bien celle de tout système capitaliste.

Et sur le fond, quelle différence y a-t-il donc entre Soljenitsyne, Khrouchtchev et Brejnev ? Tous représentent les classes exploiteuses, le vieux monde pourrissant. Tous ont la même haine du socialisme et du communisme. L'« Humanité » blanche vient d'ailleurs de révéler que le dernier livre de Soljenitsyne ne contient rien de nouveau par rapport aux « révélations » de Khrouchtchev au XX^e Congrès, le Congrès de l'anticommunisme. Dont acte ! Nous sommes bien entre gens du même monde !

Renforcement de l'appareil d'oppression

Pour maintenir sa domination réactionnaire, la clique Brejnev n'a cessé de prôner le renforcement de la « loi de l'ordre », affirmant que « le renforcement des lois et de l'ordre est une tâche de tout pays et de tout parti » et exigeant « la défense de l'ordre social dans tous les domaines ». Depuis 1965, la clique Brejnev a mis au point une série de décrets, de règlements et de résolutions de nature réactionnaire, dans le seul but de réprimer davantage les masses populaires.

Depuis 1965, la clique Brejnev a considérablement enrichi sa machine de répression fasciste et multiplie les nouveaux organismes, notamment de police et d'espionnage. Elle a transformé le « Comité de la sécurité d'Etat », contrôlé directement par le Comité central du parti révisionniste soviétique, en une immense agence de renseignement d'envergure nationale, dont la tâche est d'exercer un contrôle rigoureux sur les masses et les cadres. Le

« ministère de la Sécurité », mis sur pied en 1966, a été baptisé en 1968 « ministère de l'Intérieur », et agrandi. En même temps, les pouvoirs de la police ont été accrues et le nombre de policiers augmenté. Des « bureaux de sécurité professionnelle », des « stations de police de nuit » et des « unités de police motorisées », tous équipés d'instruments de reconnaissance les plus modernes, tels ceux de télécommunication, ont été installés. En 1970, le ministère de la Justice, supprimé auparavant, a été rétabli, les anciens tribunaux ont été agrandis et de nouveaux construits. Depuis que le « Comité de contrôle du parti et de l'Etat » a été appelé « Comité de contrôle populaire », en 1965, un large réseau de renseignements a été formé, s'étendant des organismes centraux jusqu'aux unités de base.

Ces dernières années, en plus de nouvelles prisons, les révisionnistes soviétiques ont encore établi un grand nombre de « camps de tra-

vail » destinés à réprimer les masses révolutionnaires. « Les camps de travail » sont de quatre sortes : le camp « ordinaire », le camp « intensif », le camp à « discipline rigoureuse » et le camp « spécial ». Les « criminels politiques » sont en général placés dans « les camps à discipline rigoureuse » ou les « camps spéciaux ». Il est rapporté qu'il y a, en Union Soviétique, plus d'un million de ces « camps de travail », détenant plus d'un million de prisonniers.

D'autre part, la clique Brejnev sert aussi des prétendus « hôpitaux psychiatriques » pour maltraiter ceux qui s'opposent à sa sinistre domination. En effet, tous ceux qui manifestent leur mécontentement et osent se révolter contre elles, les autorités soviétiques les déclarent arbitrairement « fous », « déséquilibrés », « schizophrènes » ou « malades mentaux », et les envoient de force dans ces « asiles d'aliénés » placés sous le contrôle du « Comité

de sécurité d'Etat » et du « ministère de l'Intérieur ». Un journal rapporte que plusieurs milliers de personnes sont emprisonnées dans un seul de ces hôpitaux psychiatriques. Dans ces asiles d'aliénés, les internés sont soumis à la torture et obligés de suivre des traitements médicaux inhumains, comprenant des drogues et divers médicaments dangereux, afin de les faire changer d'opinions politiques. Certains ont été si cruellement maltraités qu'ils ont été atteints physiquement et mentalement, et resteront des malades incurables.

Par ailleurs, la clique des traîtres révisionnistes soviétiques a envoyé, en de nombreuses occasions, des policiers ou des unités de l'armée, équipées de tanks et de blindés, et même des parachutistes, réprimer de manière sanglante les masses soviétiques qui s'étaient révoltées contre elle.

(Extraits de Hsinhua.)



IL Y A 5 ANS TOMBAIT JAN PALACH

Voici cinq ans, l'étudiant praguais Jan Palach sacrifiait sa jeune vie pour protester contre l'occupation de sa patrie par les troupes soviétiques. L'agression de type fasciste contre la Tchécoslovaquie a marqué ouvertement et définitivement la conversion du révisionnisme khrouchtchévien en social-impérialisme.

Il y a trente ans, le peuple tchécoslovaque avait accueilli comme un libérateur l'Armée Rouge de Staline, l'Armée des ouvriers et des paysans. L'Armée Noire de Brejnev est une armée de type fasciste : Son rôle est de réprimer, en URSS,

RÉVISIONNISTES DE MOSCOU PEUPLE SOVIÉTIQUE

UN PEUPLE QUI N'OUBLIE PAS SES TRADITIONS DE LUTTE



Le peuple soviétique a un riche passé dans la révolution et dans la construction du socialisme. 1930 : dans une usine de Moscou, les ouvriers souscrivent à l'emprunt pour le IV^e Plan.

La résistance et la lutte du peuple soviétique prennent des formes diverses : grèves perlées, grèves, manifestations, attaques de locaux du Parti révisionniste, etc. On se souvient qu'il y a quelques années, des communistes bolchéviques soviétiques diffusaient en U.R.S.S. une proclamation-programme qui appelait la classe ouvrière et tout le peuple soviétique à lutter pour renverser les révisionnistes au pouvoir. Depuis lors, de nombreuses organisations marxistes-léninistes et révolutionnaires ont été créées dans la clandestinité : elles pu-

blient des tracts, des proclamations, appelant les ouvriers à lutter, le peuple à se dresser pour restaurer la dictature du prolétariat et le socialisme. De nombreuses révoltes ont éclaté en différents points de l'U.R.S.S., et les travailleurs ont dû affronter la police et l'armée envoyées par Brejnev.

Les informations publiées par les agences A.T.A. et HSIHUA donnent les précisions suivantes :

En 1967, une lutte d'une grande ampleur a été déclenchée à Chimkent, elle fut brutalement réprimée. En octobre de la même année, des milliers d'ouvriers de l'usine de tracteurs de Kharkov ont fait grève.

En mai 1969, les ouvriers de la centrale hydro-électrique de Kiev ont organisé une manifestation. Les 25 et 26 juin 1972, plusieurs milliers d'ouvriers de Dniepropetrovsk (Ukraine) ont manifesté dans les rues. Ils ont occupé les bureaux des Services de Sécurité et y ont détruit les archives. Dans cette même ville, en septembre, de nouvelles manifestations ont été organisées : les ouvriers ont encerclé le Comité régional du Parti révisionniste et réclamé de meilleures conditions de vie. En février 1973, des ouvriers d'une usine de Biélorussie ont fait grève pour les salaires.

Le peuple soviétique a également manifesté ses profonds sentiments internationalistes : en août 1968, des manifestations et des meetings de protestation contre l'agression soviétique en Tchécoslovaquie ont été organisées à Moscou, Leningrad, Kharkov, Novosibirsk et dans d'autres villes. Des tracts ont été diffusés, condamnant l'agression criminelle contre la Chine. En décembre 1970, lors de la révolte de la classe ouvrière polonaise, des grèves de soutien ont été organisées à Kaliningrad, Lvov, en Biélorussie et en d'autres endroits.

En dehors de ces luttes de la classe ouvrière, les peuples des différentes nationalités protestent contre l'oppres-

sion de la bourgeoisie chauvine grand-russe : les luttes des minorités nationales gagnent en ampleur et en intensité. A Kaunas, en Lituanie, des milliers d'habitants sont descendus dans la rue en criant « Liberté pour la Lituanie ». Ils ont attaqué le siège du Comité municipal du Parti et celui de la police, et ils ont affronté la police militaire et les parachutistes venus les réprimer. En Lettonie, 17 vétérans du Parti ont envoyé des lettres, dans le pays comme à l'étranger, dénonçant la trahison du marxisme-léninisme par les révisionnistes soviétiques et leur politique d'assimilation arbitraire des minorités nationales. A Dnieprodzerjsinsk, en Ukraine, plus de 10.000 manifestants ont attaqué le siège régional du Parti et les immeubles du gouvernement ainsi que le siège du « Comité de la Sécurité d'Etat », ils ont déchiré

les portraits de Brejnev et d'autres chefs révisionnistes. En Ukraine, en Georgie et ailleurs, Brejnev et sa clique limogent de temps en temps de nombreux cadres du Parti, espérant étouffer les revendications nationales.

Les intellectuels soviétiques nourrissent eux aussi un profond mécontentement à l'égard de la domination fasciste de la clique Brejnev. Beaucoup d'entre eux ont condamné, en usant de différents canaux, la clique au pouvoir pour la « terreur blanche » qu'elle exerce, l'expansion furieuse des armements et les préparatifs de guerre auxquels elle se livre. Ces dernières années, les étudiants de Moscou, Leningrad, Minsk et de quelques autres villes ont organisé de nombreuses actions de protestation. Le peuple soviétique s'est constamment opposé à la politique étrangère des révisionnistes.

Ecoutez les radios révolutionnaires



TIRANA

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
6 h
16 h
17 h	sur 31 et 42 m ;
19 h
21 h
22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	sur 31 et 41 m.

PÉKIN

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
19 h 30 - 20 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30	sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.

Un an après les accords de Paris

DES CONDITIONS PLUS FAVORABLES QUE JAMAIS

Un an après les Accords de Paris, certains amis du peuple vietnamien s'interrogent : « Thieu menace, le Pentagone maintient son aide souterraine, que se passe-t-il ? La guerre continue ». De là à remettre en cause la portée de la victoire sanctionnée par les Accords de Paris, il n'y a qu'un pas, parfois franchi. C'est là méconnaître la nature de la guerre prolongée menée par les combattants vietnamiens depuis plus de trente ans.

Car il s'agit bien d'une victoire, acquise sur le terrain, contre les stratégies successives que les agresseurs U.S. ont déployées pendant plus de dix ans pour faire du Sud-Vietnam une néo-colonie. Retirer ses troupes de combat, reconnaître les droits nationaux du peuple vietnamien et son droit à l'autodétermination, devant la scène internationale, autant d'échecs retentissants qui n'ont pas fini d'ébranler l'impérialisme U.S. ; nous le voyons bien aujourd'hui. Cela est une victoire historique, car elle prouve la possibilité, pour un petit peuple en armes de vaincre tout agresseur, si puissant soit-il. C'est une leçon pour nous tous.

Le combat du peuple vietnamien pour son indépendance et la démocratie est-il terminé pour autant ? Non, car Thieu et ses maîtres U.S. s'ingénient à violer les Accords de Paris.

Début de la saison sèche au Cambodge L'ennemi ne reprendra pas haleine

Cent vingt résidents français à Phnom Penh viennent de le quitter à la hâte ; d'autres les suivront les jours prochains ; les avertissements du F.U.N.C. sont aujourd'hui une réalité terriblement proche... La situation n'est guère brillante dans la capitale pour la poignée des traîtres lonnoliens !

Pas un jour sans que des roquettes ne touchent les cibles officielles ; le pont Monivong et la base aérienne de Pochentong visés en permanence ; les postes des polices militaires sont attaqués ; le 18 décembre, la voiture du vice premier ministre touchée ; le 6 janvier, c'est au tour de la résidence de Sosthène Fernandez. A ces attaques des unités à missions spéciales dans le repaire même de l'ennemi, s'ajoutent la puissante poussée des forces armées régulières sur les quatre voies du Mékong, la coupure incessante des grandes voies de communication et le harcèlement des unités régionales et des milices.

Chez l'ennemi, c'est l'anarchie totale ; le rattachement des soldats marche mal ; plus de soldes, plus de riz pour ceux qu'on a enrôlés de force... Les désertions se multiplient... L'administration civile, elle aussi, se désagrège ; de nombreux fonctionnaires ont démissionné, des milliers d'enseignants sont en grève, pour manifester contre la hausse galopante du prix des denrées et des carburants. Dans les usines de Phnom Penh, la colère contre les horaires, le non paiement des salaires, l'absence de médicaments et de sécurité, le prix exorbitant du riz, gonfle et se transforme en une puissante arme de combat contre les traîtres à la patrie.

Et tandis que les paysans ont rentré une récolte de riz jamais égalée dans la zone libérée, consolidant ainsi l'arrière d'un front chaque jour plus offensif et plus dangereux, Lon Nol et sa clique ne peuvent reprendre haleine.

La saison sèche 1974 a bien commencé...

L'impérialisme U.S. a-t-il renoncé tout à fait à ses visées agressives ? Non certainement pas ; il manœuvre, et usant de Thieu, tente de mettre en place une nouvelle « stratégie », pour affaiblir les forces révolutionnaires, qu'il a dû reconnaître, et « pacifier » les zones sous contrôle saïgonnais.

Pourtant, et c'est là l'essence de la situation, l'initiative est aux forces révolutionnaires ; le rapport de forces se consolide en leur faveur ; et les totales sont plus favorables que jamais. Face aux tentatives d'empiètement, les conditions pour gagner la victoire zones libérées se renforcent ; les actes de fraternisation se multiplient entre les deux armées ; le mouvement populaire pour l'application des Accords de Paris grandit dans les zones que Thieu contrôle encore. La lutte est



difficile et complexe ; elle est inflexible. Au Vietnam, comme au Laos, où le Front patriotique Lao s'emploie avec énergie à faire appliquer l'Accord et le Protocole du 21 février et du 14 septembre signés à Vientiane. Elle est inflexible au Cambodge, où la saison sèche s'annonce excellente.

Un an après les Accords de Paris, la continuation des combats indochinois ne doit pas nous conduire au défaitisme ni au pessimisme. La révolution ne se gagne pas en un jour ; des milliers et des centaines de milliers de martyrs révolutionnaires nous l'ont appris au prix de leurs vies. Comme nous l'apprennent aujourd'hui les combattants infatigables du Cambodge, les militants persévérants du Vietnam et du Laos et ceux qui, du fond des bagnes et des géôles saïgon-

nais, luttent avec acharnement pour la victoire. Indomptables. Pour eux et pour trois peuples d'Indochine, notre soutien doit demeurer vigilant.

Campagne de solidarité

Dans le cadre d'une campagne de solidarité aux prisonniers politiques au Sud-Vietnam, le C.I.L.A. et le M.N.S.P.I. diffusent un large appel de soutien.

On y lit notamment :
- Sur ce qui se passe réellement au Sud-Vietnam, le silence se fait. On voudrait nous faire oublier que Thieu appelle sans répit à attaquer les zones contrôlées par le Gouvernement révolutionnaire provisoire, que l'impérialisme américain livre quotidiennement des armes à ses protégés, et menace de faire réintervenir massivement son aviation. Tout ceci en violation flagrante des Accords de Paris imposés par les magnifiques victoires du peuple vietnamien...

Aussi, aujourd'hui, faire la lumière sur les prisonniers politiques est-il une tâche d'une grande importance. Non seulement beaucoup de ces prisonniers subissent régulièrement tortures et sévices, risquent l'extermination, mais aussi, parce que, derrière eux, c'est le respect des Accords de Paris et donc la paix qui est en jeu... -

Cet appel est reproduit en tracts disponibles au C.I.L.A., ainsi que une affiche et une brochure destinées à être largement diffusées au cours de cette campagne.

" Zone libérée " à Poulo Condor...

200 000 Vietnamiens dans les bagnes saïgonnais, affamés, torturés et assassinés, un peuple entier mis en fiche, contrôlé et rudement matraqué, une répression à grande échelle organisée et planifiée sous la direction du Pentagone ; voilà l'un des piliers de la politique de Thieu au Sud-Vietnam.

Thieu doit libérer les 200 000 Vietnamiens ; cette exigence est au cœur même de l'application des Accords de Paris. Nous devons agir dans ce sens ; il nous faut dire l'atroce répression, ses responsables mais aussi et surtout, la lutte des prisonniers QUI FAIT DE CHAQUE BAGNE UN BASTION DE LA RESISTANCE.

Écoutons l'extraordinaire leçon de modestie, de courage et d'héroïsme que nous donnent les militants révolutionnaires vietnamiens du fond des bagnes...

« Après la parole, les cris. Imaginez des centaines, quelquefois jusqu'à un millier de prisonniers criant de toutes les chambrées : « A bas les tortionnaires ! Ne torturez pas les blessés ! Du riz non pourri ! Des médicaments ! » Cela pendant des heures entières. Les gardiens s'affolaient, les surveillants ne savaient plus que faire, les coups restaient sans effet. Bien sûr que nous avions notre organisation, nos leaders, nos réseaux de liaison pour lancer une campagne, élaborer nos mots d'ordre, mettre au point notre stratégie. Il fallait savoir jusqu'où pousser l'offensive, arrêter le mouvement quand certaines revendications sont satisfaites.

Nous ne faisons jamais grève de la faim seuls, individuellement. Mais par dizaines, par centaines, quelquefois la prison toute entière. Nous ne prenions même pas de boissons. Ils essaient parfois de desserrer nos dents pour introduire de l'eau, des

laitages, pour nous faire céder, pour nous tenter. Nous serrions les dents. C'est ça qui leur fait peur, cette volonté obstinée, non d'un seul, mais de toute une collectivité qui est prête, s'il le fallait, à mourir pour appuyer une revendication. Ils pouvaient liquider de temps à autre quelqu'un qu'ils jugeaient dangereux, laisser mourir un malade, un blessé, ou même l'achever, mais laisser mourir toute une prison, cela alerte l'opinion, leurs supérieurs les sermonneront, car ils ont pour charge non de tuer les détenus, mais de les « convertir ».

Savez-vous qu'à Poulo-Condore, il existe une zone libérée ? Bien sûr, nous étions toujours derrière les murs, les barbelés, mais les tortionnaires n'osaient plus pénétrer dans le secteur. Les règlements du bague, nous n'en tenions guère compte ; nous tenions nos réunions, nous organisions publiquement nos cours d'éducation culturelle et politique. Des hommes et des femmes décharnés, certains estropiés, les uns souffrant de la tête, d'autres du dos tant ils avaient reçu de coups. Quarante kilos à peine chacun. Pas un bâton entre les mains. Ils avaient fait reculer une armée de brutes. Beaucoup étaient morts au cours du combat, mais les autres, comment étaient-ils arrivés à survivre ? Mystère de l'homme qui résiste à tout, quand le feu de la liberté couve en lui.

La liberté, la culture. Nous avions, raconte un détenu de Pleiku, fabriqué des plumes avec des bouts de barbelés, des équerres, des rapporteurs avec des bouts de bois, pris des bouts de vieux journaux. Les plus instruits donnaient ainsi des leçons de géométrie aux autres. Les gardes nous avaient confisqué ce matériel, après nous avoir matraqué, naturellement. Nous en fabriquions à nouveau. Cette fois, nous avions

engagé directement le combat, revendiquant ouvertement le droit de nous instruire. Toutes les chambrées, encore une fois, étaient prêtes à risquer leur vie pour garder plumes, équerres et rapporteurs. Ils avaient cédé. A la fin, nous avions organisé des cours de math, de littérature, d'histoire ; nous faisons même passer des examens, et beaucoup de nos camarades, illettrés ou presque au moment de leur arrestation, gravissaient peu à peu les classes.

Nous avions collecté des bouts de moustiquaire, de chemise ; les paludéens nous refilaient leurs comprimés de quinacrine pour teindre les étoffes en jaune, nous avons gratté les murs pour avoir les couleurs rouge, plutôt ocre, et bleue, c'est ainsi que nous avons fabriqué des drapeaux du Front national de libération. Et aussi des banderoles où nous inscrivions : « Vive le G.R.P., vive le F.N.L. ! Pour l'application intégrale de l'accord de Paris ! Pour une politique de concorde nationale ! A bas la dictature de Thieu ! » Ils voulaient nous les confisquer. Nous les prévenions aussitôt : « Ce sera une bagarre à mort. » Ils ont reculé. Ils voulaient arborer sur les cars qui nous ramènent les drapeaux de Thieu ; nous avons refusé, ils ont encore reculé. Ils voulaient faire passer les cars sous des arches où flottaient les drapeaux de Thieu, nous avons refusé. Ils ont reculé. Ils nous ont distribué des vêtements neufs pour le retour, nous les avons jetés pour garder nos loques. Puis nous avons franchi le Thach Han (1).

Ils sont rentrés en vainqueurs. »

Extraits d'un article de Nguyen Khac Vien, directeur de « Etudes Vietnamiennes », écrit à partir des témoignages de prisonniers échangés — Le Monde Diplomatique, décembre 1973.

INCENDIES, ATTENTATS... Un complot à déjouer

Le 31 décembre, Pompidou déclarait : « La vague de violence qui s'est installée un peu partout dans le monde, et qui n'épargne pas toujours notre pays, inquiète et trouble tous ceux et toutes celles d'entre vous qui ne demandent qu'à vivre en paix et travailler avec tranquillité », et il ajoutait : « L'ordre sera maintenu ».

Comme par hasard, depuis que ces paroles ont été prononcées, on assiste à une vague d'attentats, incendies d'entrepôts d'hydrocarbures, d'écoles, d'usines, de grands magasins, « découvertes » de stocks d'explosifs, d'armes : ces faits alimentent presque quotidiennement les colonnes de la presse. Le nombre et la réalisation de ces attentats permettent d'affirmer qu'il s'agit d'une campagne organisée, délibérée, orchestrée. Il est de notoriété publique que les attentats commis contre les dépôts d'hydrocarbures par exemple sont le fait de commandos entraînés. On dit aussi que le matériel utilisé pour ces actes ne se trouve que dans l'armée. Mais surtout : A qui profitent ces actes terroristes ? Ne voit-on pas Marcellin laisser entendre qu'il faut chercher les responsables du côté des révolutionnaires ?

N'a-t-on pas vu la police venir arrêter un camarade ouvrier de chez Peugeot, l'interroger, l'accuser d'avoir saboté différents dépôts de

carburants ? La ficelle est grosse ; la provocation évidente. Créer l'inquiétude, la crainte de l'attentat parmi la population afin de justifier la répression contre les révolutionnaires : c'est une vieille recette.

L'histoire regorge de telles provocations. Pour ne citer qu'un exemple, rappelons qu'à Besançon, il y a deux ou trois ans, des membres des S.A.C. avaient plastiqué le palais de justice pour que « l'extrême gauche » en soit accusée.

Dans ces circonstances, les marxistes-léninistes doivent plus que jamais faire preuve de vigilance.

Les faits et les déclarations d'un Marcellin nous y invitent.

Tous les moyens lui sont bons pour préparer les esprits à la répression. Ne déclarait-il pas récemment : « Une des conséquences de la transformation du monde, nous la voyons apparaître dans le fanatisme politique et la montée des violences. Depuis quelques mois, dans un grand nombre de pays, les prises d'otages, les détournements d'avions, les actions de commandos se sont multipliées. Aussi le ministère de l'Intérieur doit-il faire preuve de la plus grande vigilance à l'égard des individus et des groupes qui voudraient introduire de telles méthodes sur notre territoire et qui disposent d'appuis très forts sur le plan international... »

De quels « groupes » veut-il parler ? A quels « appuis internationaux » fait-il allusion ? Marcellin en a trop dit ou pas assez.

Les marxistes-léninistes, quant à eux, sont des partisans de la lutte de masse, de l'action révolutionnaire de masse, de la violence révolutionnaire de masse. La réaction a toujours cherché à les faire passer pour des « terroristes », ils lui ont toujours fait échec en lui opposant leur conception de la lutte de masse.

La réaction ne reculera devant aucune provocation, aucun mensonge pour faire face à la crise que connaît le capitalisme.

Ce n'est pas un hasard si au même moment se développent une campagne raciste, des crimes racistes et des attentats provocateurs. Il s'agit en fait d'une même politique.

Il s'agit, d'une part, de semer la peur parmi les travailleurs immigrés, de diviser la classe ouvrière ; d'autre part, de semer l'inquiétude dans la population, de frapper les révolutionnaires en les accusant de tous les « crimes ».

Ceux qui organisent le racisme sont aussi ceux qui organisent la psychose de l'attentat. Il faut leur répondre coup pour coup, les démasquer, déjouer leurs complots par la mobilisation et l'action de masse.

James Schenkel, ouvrier chez Peugeot, militant de l'A.S.F. Giromagny :

DE QUOI M'ACCUSE-T-ON ?

Les faits

Mardi 8 janvier 1974, ma femme a la surprise, vers 14 heures de voir sonner à notre porte trois policiers en uniforme et un en civil. Pendant près de trois heures, ils ont fouillé toutes les pièces dans tous les sens dans l'espoir de trouver des preuves ayant trait aux attentats de Bourgne, Roche les Beauprés. Ils ont fait des intimidations à ma femme : « Ce qu'on veut, c'est que votre mari reconnaisse qu'il a fait cela... »

Vers 17 h 15, je fus convoqué à l'usine au bureau de gardiennage Peugeot Sochaux. Je n'eus même pas le temps de me changer, et là deux policiers en uniforme et un en civil se disant de la D.S.T. me prièrent de les suivre au commissariat de Montbéliard.

Là, pendant trois heures, j'eus droit à un interrogatoire en règle. Ils m'ont déclaré que ma femme avait tout avoué et que j'étais leur COUPABLE.

Voici leurs preuves :

— Ma voiture est du même type que celle qui aurait servi à Roche les Beauprés (ma voiture est une AMI 6 modèle 1968) ;

— J'avais une clef à molette trop grosse pour un ménage d'ouvrier. « ... Mais à quoi vous sert cette clef à molette, sinon à ouvrir les vannes... »

— Autres objets suspects : crayons feutres, tournevis, deux machines à écrire, porte-document,

deux duplicateurs et une collection de tracts divers diffusés aux portes des usines Peugeot.

Je rappelle que les machines à écrire et les duplicateurs sont la propriété de l'Association syndicale des Familles du canton de Giromagny dont je suis le responsable.

— Les chaussures : Je chausse du 42, peinture suspecte si l'on croit ces messieurs de la D.S.T. ; pour eux, c'est une preuve accablante car le suspect chausse du 42...

Pourquoi m'accuse-t-on en réalité ?

En 1973, je me suis battu, avec des camarades, sur la mauvaise qualité du fuel, et cela a beaucoup déplu à certaines compagnies. A Giromagny, nous avons constaté que le fuel contenait un mauvais colorant incombustible qui encrassait et détériorait tous les appareils de chauffage. De nombreuses familles ont perdu beaucoup d'argent.

Nous avons réussi à socialiser la vente du fuel de 1972 à septembre 1973 (prix du litre du fuel égal pour tous), cela non plus n'a pas fait plaisir à certains pétroliers.

Nous avons dénoncé le scandale du fuel, son achat, sa revente et son stockage par les compagnies pétrolières afin de faire monter les prix pour les consommateurs. Nous avons dénoncé la politique de zones et la vente hiérarchisée du fuel.

C'est donc pour avoir défendu les

consommateurs et les travailleurs, pour avoir dénoncé les profits scandaleux que font les compagnies pétrolières et aussi la campagne raciste antiarabe, que l'on tente aujourd'hui de m'intimider et de faire croire à ma participation aux attentats. Il est à noter qu'un climat de psychose de l'attentat est délibérément entretenu.

A qui profite ce climat ? Sinon à intoxiquer l'opinion et à intimider des militants ouvriers. Pour fuir ses responsabilités, le gouvernement cherche des boucs émissaires — un jour les arabes, pourquoi pas les révolutionnaires aujourd'hui ?

Je tiens à préciser à propos de ces attentats que je ne suis pas d'accord avec ces formes d'action qui ont été comprises des travailleurs.

Ces intimidations ne m'empêcheront pas de poursuivre le combat pour l'émancipation des travailleurs. C'est par une action unie des travailleurs dans les usines et les quartiers que ce combat se mène quotidiennement. Au moment où s'accroît la hausse des prix, les menaces de chômage, l'atteinte au pouvoir d'achat, on comprend l'acharnement à détourner l'attention des travailleurs par ce climat d'attentat.

Je demande à tous les travailleurs, à toutes les organisations démocratiques et ouvrières d'exiger avec moi la levée des poursuites et la dénonciation de cette campagne d'intoxication. Qu'il s'agisse de l'affaire des écoutes au « Canard Enchaîné » ou du racket du pétrole ou encore des attentats racistes, le pouvoir est plus pressé à poursuivre ceux qui dénoncent le scandale que les véritables responsables : les patrons, leurs banques, les trusts et leur police. Aujourd'hui, on s'en prend à un simple travailleur...

Demain, cela peut atteindre les organisations du mouvement ouvrier.

Le 10 janvier, Giromagny
James Schenkel
ouvrier chez Peugeot
militant de l'A.S.F. Giromagny.

La police attaque un ouvrier et sa famille à Giromagny

Le 8 janvier, 3 flics en uniforme et 1 civil pénètrent dans l'usine de Peugeot à Sochaux et arrêtent 1 ouvrier de mécanique Nord à son travail, l'emmènent au commissariat et l'accusent pendant plus de trois heures d'avoir saboté les réserves d'hydrocarbure de Roche-les-Beauprés, Bourgne et Mâcon.

A la gendarmerie de Montbéliard la police se relaiera à 8 autour de lui, de 18 heures jusqu'à 21 h 20, passant de la menace — un policier lui dira : « Si tu continues je suis ceinture noire de judo. » — aux propositions crapuleuses comme celles de rentrer dans la police et de trahir sa classe et tous ses camarades avec. On l'intimide avec des preuves fabriquées de toutes pièces, (la peinture de ses chaussures avec les empreintes retrouvées sur place). Pour mieux l'interroger sur les tracts et les journaux découverts chez lui, comme « l'Humanité rouge » : « C'est de quel bord ? », « Qui te l'a donné ? », etc.

Un peu avant dans l'après-midi 3 personnes et 1 civil (se présentant de la D.S.T.) mettent à sac sa maison, intimident sa femme et ses enfants.

Même questionnaire et même méthodes, les flics prennent n'importe quoi, comme une clé à molette. « Oh ! ça sert à ouvrir les vannes », disent-ils pour faire pression et tirer le maximum de renseignements politiques ; « Dans quelle organisation est ton mari ? », etc.

Devant le mutisme et le calme de sa femme ils emportent tous les dossiers et le matériel de l'Association syndicale des Familles dont notre camarade est le président à Giromagny, tout un dossier sur la magnétique grève des Lip, les machines à écrire et les ronéos de l'A.S.F., des papiers, des lettres, et des adresses si possible...

Voilà des méthodes policières qui ne sont pas sans ressembler à celles des hitlériens et kollabos de la dernière guerre. Sous le prétexte le plus fallacieux la police de Marcellin s'en prend à un membre de la classe ouvrière, à un ouvrier révolutionnaire qu'ils ont fiché à l'ombre de leur commissariat, pour enquêter sur ses activités politiques et sur tous les révolutionnaires antifascistes de la région.

Réaction :

Des tracts furent distribués aux usines Peugeot et à tous les progressistes de la région, dénonçant le caractère fascisant de cette opération policière et appelant à la plus grande vigilance, tandis que le lendemain, le torchon local, « l'Est républicain », porte-parole de province des monopoles titrait dans son édition de Belfort : « Un Giromagnien s'en prend à la D.S.T. » !

Samedi 12 janvier une conférence de presse eut lieu dans l'après-midi réunissant plusieurs organisations : P.S., P.S.U., F.E.N., C.F.D.T., A.S.F., Révolution !, « Rouge », « Libération », des délégués d'atelier C.G.T. des usines Peugeot à titre personnel, ainsi que de nombreuses ménagères de l'A.S.F. Il y a été décidé de tout faire pour élargir le soutien, particulièrement dans les entreprises et les quartiers populaires afin d'empêcher toute éventuelle provocation.

Unissons-nous contre la fascisation !

Correspondant « H. R. ».

Commandez

LA FASCISATION EN FRANCE

Brochure éditée par l'« Humanité rouge »

Prix : 3 F

(port en sus 20 %)

Le rôle du journal

Avec le développement de l'influence des marxistes-léninistes, de leurs liens avec les masses prolétariennes et populaires se pose chaque jour plus la question de l'agitation propagande de masse. Le courrier que nous recevons de nos camarades et sympathisants ne manque pas de le refléter. Des critiques, des suggestions, des encouragements nous parviennent. Souvent cependant, le rôle de notre « Humanité Rouge » est mal assimilé, surtout parmi de jeunes militants qui ne comprennent pas que notre journal ne puisse pas être lu par « n'importe qui ». C'est que notre presse centrale s'adresse essentiellement aux travailleurs avancés. Ce qui ne veut pas dire que les marxistes-léninistes ne s'adressent qu'aux ouvriers avancés. Non, ils s'adressent aux plus larges masses dont ils doivent élever la conscience politique précisément en s'appuyant sur les éléments avancés du prolétariat. Citons Lénine à ce sujet :

Le journal qui voudrait devenir l'organe de tous les socialistes démocrates russes doit-il se tenir au niveau des ouvriers avancés ; loin de rabaisser artificiellement son propre niveau, il devra au contraire l'élever constamment, se tenir au fait de tous les problèmes tactiques, politiques et théoriques de la social-démocratie internationale. C'est à cette seule condition que les besoins des intellectuels ouvriers seront satisfaits et qu'ils prendront eux-mêmes en main la cause des ouvriers russes et, partant, la cause de la révolution russe.

Après la couche peu nombreuse des ouvriers avancés vient une large couche d'ouvriers moyens. Ces ouvriers aussi aspirent ardemment au socialisme, prennent part aux cercles ouvriers, lisent les journaux et les livres socialistes, participent au travail d'agitation ; le seul trait qui les distingue de la couche précédente est qu'ils ne peuvent pas devenir de leur propre chef des dirigeants pleinement qualifiés du mouvement ouvrier social-démocrate. Dans un journal qui serait l'organe du Parti, il y aura des articles que l'ouvrier moyen ne comprendra pas, ou des questions théoriques et pratiques complexes qu'il ne saisira pas complètement. Il ne s'ensuit nullement que le journal doive s'abaisser jusqu'au niveau de la masse de ses lecteurs. Au contraire, il se doit précisément d'élever leur niveau et de contribuer à former, dans la couche des ouvriers moyens, des

ouvriers d'avant-garde. Absorbés par l'activité pratique locale, s'intéressant par-dessus tout à la chronique du mouvement ouvrier et aux questions immédiates relevant de l'agitation, ces ouvriers doivent rattacher à chacun de leurs actes l'idée de l'ensemble du mouvement ouvrier russe, de sa mission historique, du but final du socialisme, et c'est pourquoi le journal dont les ouvriers moyens forment le gros des lecteurs doit absolument rattacher à chaque question locale et étroite le socialisme et la lutte politique.

Enfin, après la couche moyenne, vient la masse des couches inférieures du prolétariat. Il est très possible que le journal socialiste leur soit entièrement ou presque entièrement inaccessible car, en Europe occidentale aussi, le nombre des électeurs social-démocrates est de beaucoup supérieur à celui des lecteurs des journaux social-démocrates, mais il serait absurde d'en inférer que le journal des social-démocrates doive s'adapter au niveau le plus bas possible des ouvriers. Il en résulte seulement que, pour agir sur ces couches, il faut d'autres moyens d'agitation et de propagande : des brochures très populaires, l'agitation orale, et surtout des tracts sur les événements locaux. Les social-démocrates doivent même aller plus loin : il est très possible que les premiers efforts pour éveiller la conscience des couches ou-

vières inférieures doivent être accomplis par l'action éducative légale. Il importe éminemment que le parti utilise cette activité, qu'il l'oriente là où elle est le plus nécessaire, qu'il envoie des militants légaux labourer la terre vierge que les agitateurs social-démocrates viendront ensuite ensemençer. L'agitation parmi les couches inférieures du prolétariat doit laisser, naturellement, la plus grande latitude aux caractéristiques individuelles de l'agitateur et aux traits particuliers de la localité, de la profession, etc. « Il ne faut pas fondre la tactique et l'agitation », dit Kaustsky dans son livre contre Bernstein. « Le mode d'agitation doit s'adapter aux conditions individuelles et locales. En matière d'agitation, il faut laisser à chaque agitateur la liberté de choisir les moyens dont il dispose : l'un produit la plus forte impression par sa fougue, l'autre par ses sarcasmes mordants, un troisième par l'art qu'il a de citer quantité d'exemples, etc. Différent suivant l'agitateur, l'agitation doit différer aussi suivant le public. L'agitateur doit parler de façon à se faire comprendre ; il doit partir de ce qui est bien connu de ses auditeurs. Tout cela va de soi et ne s'applique pas uniquement à l'agitation parmi les paysans. Il faut parler autrement à des voituriers qu'à des matelots, et autrement à des matelots qu'à des typographes. L'agitation doit être individualisée, mais notre tactique, notre activité politique doit être une » (S. 2-3). Ce pas-roles d'un représentant éminent de la théorie social-démocrate contiennent une excellente appréciation de l'agitation dans le cadre de l'activité générale du Parti. Elles montrent combien sont mal fondées les appréhensions de ceux qui pensent que la formation d'un parti révolutionnaire menant la lutte politique entravera l'agitation. la refoulera au second plan ou restreindra la liberté des agitateurs. Au contraire, seul un parti organisé peut se livrer à une vaste agitation, fournir aux

agitateurs les directives (et le matériel) nécessaires dans toutes les questions politiques et économiques, mettre à profit chaque succès local de l'agitation pour éclairer tous les ouvriers russes, envoyer les agitateurs dans un milieu ou dans des régions où ils puissent œuvrer avec le plus de succès. C'est seulement dans un parti organisé que des hommes aptes au travail d'agitateur pourront se consacrer entièrement à cette tâche, pour le plus grand profit de l'agitation, ainsi que des autres aspects de l'activité social-démocrate. On voit par là que celui à qui la lutte économique fait oublier l'agitation et la propagande politiques, la nécessité d'organiser le mouvement ouvrier en vue d'aboutir à la lutte d'un parti politique, celui-là se prive, entre autres choses auxquelles il s'expose, même de la possibilité de gagner sûrement et solidement les couches inférieures du prolétariat à la cause ouvrière.

LENINE.

« Lénine et la Presse »
Œuvres (t. 4, pp. 288-291).

MANŒUVRES D'INTIMIDATION

A Rennes s'est mis en place un comité de soutien aux travailleurs des abattoirs Doux à Pédernec (22). Au cours d'une collecte sur un marché, les flics sont intervenus pour « vérification d'identité ». Réussissant à entrainer à l'écart 3 des camarades qui quittaient, ils les ont purement et simplement embarqués. Alors qu'ils s'indignaient de cette interpellation les flics ont déclaré : « Vous n'avez pas le droit de mendier (1), ils nous ont téléphoné, ils ne veulent pas que vous collectiez ». Pas de précisions sur ce « ils » mais quand on sait que la permanence de la C.F.T. est toute proche du marché, que les nervis de la maîtrise de Citroën encadrent le quartier, il n'est guère de doute possible...

Mais que les fascistes de la C.F.T. et leurs complices en uniforme prennent garde : leurs manœuvres d'intimidation n'empêcheront pas les travailleurs et tous les progressistes de développer le soutien aux grévistes de Pédernec. La semaine prochaine, nous serons plus nombreux et résolus à empêcher que de telles manœuvres se reproduisent.

Correspondant « H. R. ».

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Anne-Marie	150
En supplément à abonnement	5
Anonyme, Paris	100
Un fonctionnaire : avec ses vœux de prospérité pour le M.-L. et l'H.R.	100
Pour que l'Humanité rouge vive et propage le marxisme-léninisme et la pensée-maotsetoung	200
C.D.H.R. H.-Barbusse	150
L. Sympathisante	100
C.D.H.R. Flourens	500
R.L. janvier	40
Supplément à abonnement T.B.	8
C.D.H.R. Guy Moquet	40
En plus de mon abonnement pour soutenir H.R. B.F.	4
Un camarade	2
H.R. vaincra ! Un ouvrier	4
En supplément à mon abonnement pour le juste combat de H.R. B.J.P.	15
Soutien permanent à notre presse. B.A.V.	30
Un postier	3
C.D.H.R. Denis Gemnitz	20
C.D.H.R. Manouchian (janv.)	361
Un camarade	2
C.D.H.R. Dalidet	23,10
A un métro	11
C.D.H.R. Staline Sud	20
Des lecteurs sympathisants	9
C.D.H.R. A. Marty	1,50
C.D.H.R. G. Péri	6
Sur un marché	6
C.D.H.R. Guy Moquet	40
C.D.H.R. E. Varlin	20
Un travailleur espagnol	3
C.D.H.R. Rivoire	30
C.D.H.R. F. Yveton	364,50
C.D.H.R. Dimitrov	100
C.D.H.R. Gramsci	12,30
C.D.H.R. Ouemal Stafa	60,50
Un soldat M.-L.	20
Un étudiant	9
Un retraité Sécurité Sociale	2
Un étudiant en médecine	50
C.D.H.R. Sud-Ouest	22,50
C.D.H.R. Staline C	70
Un lecteur	3
C.D.H.R. Lou Sin	200
Anonyme Paris	2 000
Total de la semaine	4 916,60
Total général utilisé pour le remboursement des dettes de H.R.	399 039,26

LES ÉTUDIANTS ALGÉRIENS ET LA RÉVOLUTION AGRAIRE

Le Cercle culturel Ibn-Badis animé par les étudiants algériens résidant à Paris a organisé une exposition photos sur le volontariat étudiant de la Révolution agraire en Algérie.

Cette exposition a été inaugurée samedi en présence de personnalités algériennes, notamment M. Abdelkrim Gheraieb, président de l'Amicale des Algériens en Europe.

Invitée à ce vernissage, « l'Humanité rouge » a délégué à la visite de l'exposition une délégation conduite par notre camarade Jacques Jurquet, qui y a été cordialement accueillie.

Ouverte tous les jours de 14 heures à 20 heures, au 161 rue St-Jacques (75005 PARIS), l'exposition du Cercle culturel Ibn-Badis durera du 19 janvier au 19 février prochain.

ABONNEMENT DE PROPAGANDE :

« L'HUMANITÉ ROUGE » PENDANT TROIS MOIS POUR 20 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens « l'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant.

Nom	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
Prénom	3 mois	20 F	35 F	50 F
Adresse	6 mois	46 F	80 F	100 F
	1 an	92 F	160 F	200 F
	Etranger :			
	3 mois	45 F	75 F	
	6 mois	85 F	140 F	
	1 an	170 F	280 F	

Règlement au C.C.P. « l'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

Demande de contact

Dans le but de diffuser plus largement « l'Humanité-Rouge », pour faire pénétrer dans les masses les idées du marxisme-léninisme, je demande à prendre contact avec vous.

Nom : Prénom :

Age : Profession :

Adresse :

Signature

en bref... en bref... en bref... en bref...

Aggravation de l'inflation dans le monde occidental

L'année dernière, dans le monde occidental, les prix ont augmenté dans une proportion et sur une échelle rarement vues depuis les quelques vingt ans qui ont suivi la fin de la deuxième guerre mondiale. Selon des chiffres fournis, en décembre dernier, par l'organisation pour la coopération et le développement économiques, la fin de l'année étant fixée au 31 octobre dernier, les taux annuels d'augmentation des prix à la consommation, dans les principaux pays capitalistes, étaient les suivants : 6,6 % en Allemagne de l'Ouest, 7,9 % aux Etats-Unis, 8,1 % en France, 8,7 % au Canada, 9,9 % en Grande-Bretagne, 11 % en Italie, et 14,4 % au Japon. Les augmentations de prix annuelles dans des pays comme les Etats-Unis, le Japon et l'Allemagne de l'Ouest, ont atteint ou dépassé le niveau le plus élevé depuis la Deuxième Guerre mondiale.

Parmi les hausses des prix touchant tous les secteurs économiques de l'Ouest, le prix des produits alimentaires vient en tête. La cause réside principalement dans la réduction de la production agricole de 1972 en certaines parties du monde. L'Union soviétique, en particulier, à la suite d'une mauvaise récolte, a acheté aux Etats-Unis, au Canada et à d'autres pays, plus de 28 millions de tonnes de céréales, participant ainsi largement à l'augmentation des prix alimentaires. Selon les indices des prix des produits mondiaux établis par la revue britannique « The Economist », les prix alimentaires sur le marché international ont grimpé de 85,1 % fin juillet 73, en comparaison de la même période de l'année précédente. Par suite de la hausse des prix du fourrage, les prix de la viande sur les marchés mondiaux capitalistes ont augmenté en moyenne, à la fin juin de l'année dernière, de 33 % en comparaison de la période correspondante de l'année précédente, contribuant pour l'essentiel à la flambée des prix alimentaires en Occident. Après octobre 1973, avec l'aggravation de la crise de l'énergie, les compagnies pétrolières monopolistes occidentales ont profité de la pénurie de pétrole pour élever les prix des produits pétroliers, stimulant ainsi une hausse générale et importante des prix des autres marchandises.

La hausse des prix dans les pays occidentaux est un résultat de la politique adoptée par leurs gouvernements pour stimuler l'économie, politique fondée sur l'augmentation des dépenses gouvernementales et des déficits budgétaires, ainsi que sur la réduction des taux d'intérêt, les facilités de paiements et l'extension des crédits, ces mesures ont créé une prospérité fictive, qui a amené une inflation effrénée.

Défaites des colonialistes portugais

Le 19 décembre dernier, 12 soldats colonialistes portugais ont été tués et 2 véhicules détruits en Angola oriental. Le 21 décembre, les forces de libé-

ration ont encerclé les casernes ennemies à Mahondo, détruisant la plupart de leurs installations et infligeant de lourdes pertes à l'ennemi.

Les combattants de l'armée populaire de Guinée ont abattu le 3 janvier un bombardier de l'armée coloniale portugaise qui avait violé à plusieurs reprises l'espace aérien de Guinée. L'appareil est tombé en flammes dans le secteur de Gam Kelefa.

Un avion à réaction des agresseurs portugais du type « Otan R-4 » a été atteint par le feu de la D.C.A. des forces patriotiques de Guinée-Bissau au cours d'un raid aérien contre les villages du secteur de Balana, dans le Sud du pays. C'est le vingt-cinquième avion du même type abattu depuis mars 1973, par les forces armées patriotiques de Guinée-Bissau.

Dans le Nord du pays, les 8 occupants d'un camion militaire ont été tués le 4 janvier. Le même jour, une patrouille portugaise a été anéantie lors d'un accrochage à un kilomètre de la ville de Pitche. Le 5 janvier, deux embarcations portugaises naviguant sur le fleuve Farim ont été coulées et leurs passagers tués. Dans le Centre-Nord du pays, les forces armées patriotiques ont repoussé une tentative d'infiltration des colonialistes et tué 12 ennemis, récupérant 2 mortiers et 7 fusils automatiques. Enfin, lors d'un bombardement effectué le 8 janvier contre le camp retranché de San Domingos dans le Nord-Ouest, une dizaine d'ennemis ont été tués et d'importants dégâts matériels provoqués.

Nouvelles manifestations en Inde

Des milliers de personnes ont manifesté contre la pénurie de vivres et la hausse des prix les 10 et 11 janvier. Les manifestants ont réquisitionné des céréales à des dépôts du gouvernement et ont attaqué des boutiques de rations alimentaires. Les ouvriers de plusieurs villes de l'Etat du Goudjerat ont fait grève pendant deux jours pour soutenir la lutte des masses. L'année dernière, le coût de la vie a augmenté de 24 %, les rations supprimées à cause de la pénurie de céréales. La répression a été sanglante : 8 compagnies de troupes ont tué 10 manifestants au moins, en blessant 100 à Ahmedabad. A Vionaga la police a tué 2 personnes.

Le vendredi 18 janvier de très violentes manifestations ont de nouveau éclaté, notamment à Bombay et à Rajkot. A Rajkot, en grève générale la police a tiré sur les manifestants. Une cinquantaine de boutiques ont été pillées et incendiées. De même à Bombay, la police a tiré sur la foule. 6 personnes ont été tuées.

Pékin : Diplomates soviétiques expulsés

Le 15 janvier ont été arrêtés 2 diplomates soviétiques, leurs épouses et un interprète. Ils sont accusés d'activités d'espionnage. Le Gouvernement chinois a décidé de les expulser le 19 janvier et a protesté officiellement auprès du Gouvernement soviétique. Ce n'est pas

la première fois que de tels faits se produisent. Les activités occultes des soviétiques en Chine et ailleurs (par exemple au Cambodge pour une troisième force ou au Moyen-Orient) sont très importantes et sont une forme des infiltrations et des ingérences dans les affaires intérieures des autres pays de leur part.

Plusieurs milliers d'étudiants thaïlandais ont organisé le 9 janvier une manifestation en signe de protestation contre l'agence centrale de renseignements (C.I.A.) des Etats-Unis dans les affaires intérieures de Thaïlande.

Un agent de la C.I.A., se faisant passer pour communiste avait envoyé une fausse lettre au Premier ministre du gouvernement, proposant un « cessez-le-feu en échange de l'autonomie » des régions libérées. Portant des pancartes, les manifestants ont crié des mots d'ordre condamnant cette intervention. Ils ont exigé que l'ambassadeur U.S., qui a reconnu les faits, et que le personnel de la C.I.A. quittent le pays. De plus ils ont condamné l'établissement de bases militaires américaines en Thaïlande.

La découverte de cette fausse lettre a soulevé une vive indignation parmi la population. De nombreuses organisations ont protesté, une déclaration de protestation a été lue devant l'ambassade américaine le 6 janvier au soir et un télégramme fut envoyé au sénat américain pour « exiger le retrait des forces américaines de Thaïlande et la fin des activités de la C.I.A. dans ce pays ».

De nouvelles têtes pour Hassan

A nouveau le verdict est tombé à Kenitra. A nouveau on y jugeait 13 patriotes marocains. Parmi eux, 8 viennent d'être condamnés à mort par la « Justice » de Hassan-le-boucher. 16 de leurs compagnons ont déjà été passés par les armes, il y a un an. Eux avaient été acquittés. Voilà qui ne faisait pas l'affaire du tyran. Aussi, quittant le tribunal, libres, ils étaient de nouveau arrêtés sur le champ et réinculpés sous un autre motif, avec une soixantaine d'autres patriotes, eux aussi acquittés.

Depuis, leurs avocats, leurs familles étaient sans nouvelle d'eux.

Mais Hassan se trompe s'il pense mater ainsi le fier peuple marocain. Combattants de la liberté qui se lèveront un jour, innombrables, pour venger leurs frères.

Indonésie : Nippons, go home !

Durant tout son périple à travers le Sud-Est asiatique, le Premier ministre japonais a suscité un large courant d'hostilité au sein des masses populaires. De la Thaïlande à l'Indonésie il s'est pourtant heurté à des manifestations, dont certaines d'une rare violence, dirigées contre la politique impérialiste du Japon dans cette ré-

gion du monde. Parmi les slogans les plus souvent scandés au sein de ces manifestations : « Nippons go home ! » ou « Le Japon prend tout mais ne donne rien ! », dénonçaient explicitement le pillage de ces pays par l'expansionnisme japonais.

A Djakarta, M. Tanaka a dû renoncer au programme de visite qui lui était destiné et est resté cloîtré dans sa résidence.

Le peuple indonésien, qui vit sous la botte sanglante du fascisme depuis de nombreuses années, en a profité pour manifester son hostilité à la dictature. Ce mouvement a été suffisamment massif pour que celle-ci décide la fermeture immédiate de toutes les écoles de la capitale, interdise les réunions de plus de 5 personnes et décrète le couvre-feu. Aux dernières nouvelles celui-ci serait très peu observé.

Honorer la mémoire des héros anti-fascistes

Le 30 décembre 1942, 25 résistants antifascistes, pour la plupart communistes, ont été fusillés par les nazis à la butte de la Maltière, près de Rennes.

Pour honorer la mémoire de ces résistants et patriotes, une cérémonie, à laquelle appelait notamment l'Humanité rouge s'est déroulée au mémorial des martyrs de la Résistance. De nombreuses gerbes furent déposées, dont l'une par le P.C.M.L.F.

Le représentant des Anciens combattants de la Résistance devait déclarer : « ... Nous devons rester vigilants et tout mettre en œuvre pour que ces individus qui voudraient faire renaître un passé où les hommes étaient traités en esclaves soient poursuivis et mis hors d'état de nuire... ».

A l'heure où un groupus-

cule fasciste a osé souiller le monument élevé en souvenir des 25 héros tombés à la Maltière, à l'heure où le gouvernement réhabilite les anciens collabos comme Touvier qui a les mains rouges du sang des travailleurs lyonnais qu'il fit torturer, déporter, assassiner ; à l'heure où Pompidou déclare que les « histoires de résistance ne l'intéressent pas et même l'irritent (dans le même sens va l'absence quasi-totale des « autorités » à la cérémonie) ; à l'heure où une violente campagne raciste est menée contre nos frères immigrés, semblable à celle que connurent les juifs pendant la guerre.

Nous, communistes marxistes-léninistes, devons continuer le combat de nos aînés tombés en héros et tenir bien haut le drapeau de la lutte antifasciste.

Correspondant « H. R. »

Franco assassin !

Après les très lourdes condamnations qui se sont abattues sur des militants syndicaux, une nouvelle fois un jeune antifasciste espagnol vient d'être condamné à mort : une nouvelle fois Franco entend assurer son trône chancelant en assassinant tous ceux qui luttent contre sa dictature. A tout instant Puig Antich peut être exécuté après un jugement expéditif, pris en violation même de la légalité franquiste !

Il y a quelques années, il avait dû reculer devant la mobilisation internationale et la solidarité qui s'affirmaient autour des condamnés de Burgos. Cette fois-ci encore, dénonçons les crimes innombrables du bourreau du peuple espagnol. Exigeons la libération de Puig Antich !

**La fusion Tunisie-Lybie
Quelle signification ?**

Sans doute est-il encore délicat d'analyser avec sûreté la signification de la soudaine proclamation d'un processus de fusion entre la Tunisie et la Lybie, suivie de la volte-face spectaculaire de Bourguiba.

Il semble bien toutefois qu'impérialistes français et américains ne sont pas restés sans s'intéresser à cette affaire.

On avait pu remarquer les dernières visites à Paris de Khadafi et Bourguiba. L'opération d'unification de leurs nations respectives y avait-elle été encouragée, en fonction d'une politique favorable aux intérêts des monopoles français, c'est probable. D'autant que le Ministre des Affaires étrangères de Tunisie, Masmoudi, passe pour particulièrement favorable à l'impérialisme français. Par contre on ne peut tenir le chef d'Etat lybien pour un partisan de quelque impérialisme que ce soit.

Mais, après la retentissante proclamation et l'annonce du referendum tuniso-lybien, le brusque recul du chef d'Etat tunisien et le limogeage de Masmoudi traduit l'efficace pression d'un autre impérialisme, l'américain sans nul doute, qui dispose en Tunisie d'agents zélés comme Nouria et autres criminels et ennemis du peuple.

La position de l'Algérie, défavorable à cette initiative, repose sur des considérations nationales d'intérêt purement arabes et ne saurait en aucun cas être rapprochée de celle des impérialistes américains.

Si l'on se souvient de l'expulsion récente d'espions soviétiques qui opéraient en Tunisie, on constate combien ce pays reste une tentation pressante pour tous les impérialistes et sociaux-impérialistes, en raison essentiellement de sa place stratégique de première importance en Méditerranée.

Mais nous sommes assurés que tôt ou tard, et le plus tôt sera le mieux, le peuple tunisien, sous la juste direction des ouvriers, fellahs et intellectuels marxistes-léninistes saura imposer le respect de son indépendance nationale, en balayant tous les agents et autres compradors au service de l'étranger qui s'efforcent aujourd'hui de l'écraser par la terreur fasciste.

Le racisme, une arme réactionnaire QU'IL FAUT COMBATTRE

La vague d'attentats et de crimes racistes qui vient de déferler dans notre pays n'est pas l'œuvre du hasard, ou le fait de quelques énergumènes irresponsables. Elle est le fait, voulu, orchestré, par la bourgeoisie monopoliste et exécuté pour ses tâches les plus viles par ses nervis.

Les buts réactionnaires sont précis et clairs :

D'abord, diviser les masses travailleuses en France et en premier lieu la classe ouvrière. Et cela évidemment est d'autant plus urgent pour elle que le mouvement d'unité de la classe ouvrière se renforce par la lutte.

Ensuite le racisme, c'est le « bouc émissaire » que cette classe fascisante veut donner en pâture à l'ensemble des masses françaises en colère contre sa politique exploiteuse. Ce n'est pas le « juif » des années d'avant-guerre. C'est l'immigrant, et en particulier l'arabe. Et pour les fascistes ruminant leur cuisante défaite contre le peuple algérien, c'est le travailleur algérien en France.

La propagande des fascistes racistes rappelle celle des moments les plus durs de la guerre coloniale d'Algérie. Non seulement les torchons du type le *Méridional* ou *Minute* déversent chaque jour leur haine raciale contre nos frères immigrés, mais ils lancent explicitement des appels au crime.

Après une année qui a montré la force de la lutte unie des travailleurs français et immigrés, en particulier sur le mot d'ordre : « A travail égal, salaire égal », la réaction fascisante tente de créer, avec l'appui légal de la circulaire Fontanet-Marcellin, un climat d'« ordre » et de terreur dans l'immigration.

Nous devons tous être extrêmement vigilant et avoir conscience que cette propagande démagogique à l'égard des travailleurs français peut avoir des échos. Et cela d'autant plus que la crise du capitalisme reflétée dernièrement par les nouvelles mesures monétaires du banquier Giscard, va s'aggravant. N'est-on pas inquiet et révolté d'apprendre



que ce sont des ouvriers de nationalité française qui, à Bitche en Moselle comme à Roubaix, ont fracassé le crâne d'ouvriers maghrébins à coup de cerpe ou de barres de fer après différentes querelles et notamment une violente discussion sur la crise du pétrole... N'oublions pas ! Le racisme peut fournir une base dans les masses dont a besoin la réaction fascisante pour être efficace contre nos combats de classe.

C'est aujourd'hui que tous les antiracistes et antifascistes doivent

s'unir et agir contre chaque manifestation du terrorisme antiarabe. Dans les villes, dans les usines et les bureaux, dans les campagnes et les facultés, tout acte, tout comportement raciste doit être immédiatement dénoncé et combattu. C'est une lutte quotidienne où nous ne devons rien laisser passer.

Les communistes marxistes-léninistes, dans ce combat, doivent être à l'avant-garde. Ils doivent regrouper autour d'eux tous les démocrates et progressistes pour faire reculer ensemble, pied à pied, le racisme.

Paris XIV^e

Lutte contre les expulsions

Les 271 travailleurs africains du 214, rue Raymond-Losserand ont attendu de pied ferme les flics qui devaient venir le 18 janvier vers 5 ou 6 heures du matin pour « procéder » à l'expulsion. Ils devaient venir, mais ils ne sont pas venus. Ils ont visiblement reculé, vu l'ampleur de la mobilisation qui s'est faite dans le quartier. Et c'est une grande victoire pour nous.

Des membres du comité de soutien et d'autres habitants et sympathisants du quartier sont restés dans le foyer toute la nuit, à préparer des banderoles, à discuter, dans une ambiance fraternelle, avec la ferme conviction de ne pas reculer. Nous avons discuté de tout, du racisme, de la situation des travailleurs immigrés en France, de la situation dans les pays d'Afrique noire, dans les colonies françaises telle la Martinique, ainsi que des pays socialistes, tels la Chine et l'Albanie. C'était l'unité concrète des travailleurs français et immigrés, l'unité populaire, vécue à la base et dans l'action, vécue chaque minute et chaque seconde. Vers 5 heures du matin, deux cents personnes se sont présentées devant le foyer, plus des gens à la porte de Vanves et au métro Plaisance. Seuls les flics n'étaient pas au rendez-vous. Puis, vers 7 h 30, on a fait une manifestation pour populariser encore plus la lutte.

Car si la police n'est pas venue cette nuit, elle attendra que la mobilisation s'effiloche pour rappliquer. Aussi, nous devons toujours être prêts, et rester toujours mobilisés.

Non à l'expulsion sans relogement décent !

Français, immigrés, une seule classe ouvrière !

MARSEILLE : Visite aux blessés

Nous avons rendu visite aux Algériens blessés lors de l'attentat raciste contre le consulat d'Algérie de Marseille. Nous désirons parler aujourd'hui du plus jeune d'entre eux. Quand on entre dans sa chambre, ce qui frappe avant tout, c'est son visage ouvert, intelligent, prêt à s'épanouir devant la joie de la vie. C'est un visage d'adolescent de dix-sept ans, qui renferme néanmoins le poids horrible du crime raciste perpétré le 14 décembre 1973 contre le consulat d'Algérie à Marseille.

Karim Moukenden, lycéen préparant pour l'année prochaine son B.E.P. d'électronique, se trouvait dans le hall tragique, venu là pour faire remplir des papiers. Sa mère était malade. Son père, ancien militant du Front de libération nationale en France, modeste ouvrier immigré, était décédé depuis 1966, mais son épouse avait tout fait pour élever dignement ses enfants.

Karim a eu les deux jambes déchiquetées par l'explosion, il a fallu qu'un autre blessé, encore conscient, le dégage des décombres en le tirant d'un seul bras valide et avec ses dents, et cet homme, lui-même père

de sept enfants, ancien militant du F.L.N. à Marseille, nous a expliqué la scène horrible...

Aujourd'hui Karim, que l'on ne pouvait visiter les premiers jours de son hospitalisation à l'hôpital de la Timone, nous déclare avec calme qu'il revient de loin et qu'il a bien failli mourir !

Sa mère n'a pu supporter la douleur inhumaine de savoir son fils parmi les blessés, elle a dû entrer en hospitalisation elle-même. Mais, rétablie, elle a pu sortir ces jours derniers.

Karim fait preuve d'un courage admirable. Il sait qu'un appareillage orthopédique moderne et de bonne qualité pourra refaire de lui un homme valide. Et puis aussi, il sait que sa guérison sera plus rapide si son moral est solide, si son caractère ferme lui permet de surmonter toute tendance au désespoir.

Nous avons parlé avec lui de son pays, de son peuple, de la « guerre d'Algérie » et de l'héroïsme de ses innombrables « chouhadas », du rôle joué sur le plan mondial par sa patrie et, d'accord avec lui, nous avons constaté que le crime dont il

a été victime ne signifie rien d'autre que la défaite la plus ignominieuse de ceux qui auraient voulu maintenir les Algériens sous leur domination, comme des esclaves. Il sait qu'il aura demain sa place dans la construction de son pays libéré, sa spécialisation d'électronicien en fera un travailleur très apprécié.

Sa famille, ses frères et sœurs algériens, mais aussi les antiracistes français que nous sommes seront toujours auprès de lui, pour l'aider à franchir toutes les étapes, physiques et morales, jusqu'au moment où il pourra refaire ses premiers pas et retrouver sa place, au sein des siens, au milieu de son peuple.

Karim est fier, c'est là une des plus nobles qualités algériennes. Il dit qu'il n'a besoin de rien. Et cela signifie déjà qu'il est suffisamment mûr, adulte, pour compter sur ses propres forces, sur sa propre volonté, sur son merveilleux courage.

Nous appelons cependant tous les antiracistes, tous les antifascistes, tous les amis sincères du peuple algérien, tous les anti-impérialistes à lui adresser, par notre intermédiaire,

l'expression de leur solidarité, morale essentiellement. Nous lui transmettrons les lettres, messages, résolutions reçus à son intention comme à celle des autres blessés victimes du racisme criminel. Peut-être, aussi, Karim acceptera-t-il que nous lui remettions un poste transistor lui permettant d'écouter à la fois la voix de son pays sur la chaîne Alger - chaîne trois, et aussi les différents postes émettant de la musique et tout ce qui peut l'intéresser. Qui de nos lecteurs nous transmettra ce poste ?

Secoué par la détonation, il est actuellement encore dans l'impossibilité de lire longuement. Cependant, Karim acceptera peut-être aussi que nous lui transmettions des livres portant sur des questions d'intérêt général, ainsi que sur l'histoire de son peuple, de sa patrie et du monde arabe.

Nous remercions d'avance tous ceux qui exprimeront leur solidarité internationale, antiraciste et antifasciste avec Karim Moukenden et les autres blessés algériens.

Le Comité de rédaction
de l'Humanité-Rouge.